La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Janvier 2005 : excédent budgétaire de 2,4 milliards de dollars

Un excédent budgétaire de 2,4 milliards de dollars a été dégagé en janvier 2005, en hausse par rapport à celui de 0,8 milliard enregistré en janvier 2004. Cette augmentation d'une année sur l'autre est principalement attribuable à des facteurs chronologiques liés à l'inclusion d'un cycle de traitement supplémentaire des rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers, ce qui est survenu en février l'an dernier. C'est ainsi que les revenus au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers, et donc l'excédent budgétaire mensuel, diminueront considérablement en février 2005. L'excédent a aussi profité de l'ampleur des rentrées nettes de taxe sur les produits et services (TPS), qui ont grimpé de 29,3 %, soit nettement plus que les dépenses de consommation taxables. La hausse des revenus nets s'explique par la faiblesse persistante des remboursements de TPS. Pour l'ensemble de l'exercice, la progression des remboursements de TPS devrait s'accélérer pour mieux refléter l'augmentation des revenus bruts, de sorte que les rentrées nettes correspondront davantage à l'accroissement des dépenses de consommation taxables. Les charges de programmes ont augmenté de 1,8 milliard de dollars en janvier 2005, tandis que les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard.

D'avril 2004 à janvier 2005 : excédent budgétaire de 13,4 milliards de dollars

L'excédent budgétaire des 10 premiers mois de l'exercice 2004-2005 (d'avril à janvier) est évalué à 13,4 milliards de dollars, soit 5,3 milliards de plus que l'excédent enregistré au cours de la même période en 2003-2004. Cet accroissement traduit les facteurs chronologiques susmentionnés, qui se résorberont en février, l'inclusion du produit net de 2,6 milliards de dollars de la vente des actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement en septembre 2004 et la progression de la plupart des composantes des revenus, parallèlement à l'expansion de l'économie. ***Les résultats mensuels à ce jour ne tiennent pas compte des mesures importantes annoncées dans le budget de 2005 ou du coût des ententes fédérales-provinciales sur les soins de santé, la péréquation et la formule de financement des territoires qui totalisent près de 11 milliards de dollars***. Leur coût sera intégré aux résultats mensuels lorsque la législation pertinente aura reçu la sanction royale.

Janvier 2005 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire de janvier 2005 est estimé à 2,4 milliards de dollars, en hausse par rapport à celui de 0,8 milliard constaté en janvier 2004.

Les revenus budgétaires pour le mois ont totalisé 18,8 milliards de dollars, en hausse de 3,3 milliards, ou 21,4 %, par rapport à janvier 2004. Cette augmentation est attribuable à une forte poussée des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et à une hausse des revenus au titre de la TPS et de l'impôt des sociétés.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,5 milliard de dollars, ou 20,5 %. Cette hausse exceptionnelle traduit par contre des facteurs chronologiques – le nombre de cycles de traitement des retenues mensuelles était plus élevé en janvier 2005 que pour le même mois l'an dernier – plutôt qu'une augmentation sous-jacente des revenus ou de l'emploi. Ces facteurs se renverseront en février 2005.
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, ou 23,6 %, traduisant la hausse des bénéfices des sociétés d'une année sur l'autre.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont progressé de 0,7 milliard de dollars grâce à la hausse des rentrées de TPS, qui ont augmenté de 0,7 milliard, ou 29,3 %. La forte poussée des revenus au titre de la TPS traduit la nette augmentation des revenus bruts en janvier, mais aussi la faiblesse persistante des remboursements de TPS, qui ont été très bas jusqu'ici cette année par rapport aux revenus bruts de TPS. Les droits de douane à l'importation ont chuté de

12 millions de dollars, tandis qu'au total, les revenus tirés des taxes de vente et d'accise et du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont grimpé de 40 millions.

- Les cotisations d'assurance-emploi ont grimpé de 34,1 %, ce qui traduit les ajustements imputables à la sous-estimation au cours de mois antérieurs.
- Les autres revenus, qui proviennent de sociétés d'État, de la vente de biens et services ainsi que des opérations de change, ont augmenté de 2,9 %. Cette composante est volatile d'un mois à l'autre.

Les charges de programmes ont totalisé 13,6 milliards de dollars en janvier 2005, en hausse de 1,8 milliard, ou 15,5 %, par rapport à janvier 2004 en raison de l'augmentation des paiements de transfert et des autres charges de programmes.

Le total des paiements de transfert a augmenté de 0,8 milliard de dollars, ou 9,7 %, en janvier 2005.

- Les principaux transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté de 7,4 % d'une année sur l'autre. Les prestations aux aînés ont augmenté de 4,3 % en raison d'une moyenne de prestations plus élevée et de l'accroissement du nombre de personnes ayant droit aux prestations. Les prestations d'assurance-emploi ont grimpé de 12,2 % en raison de la hausse des prestations régulières, traduisant l'ajout d'un cycle de traitement des paiements en janvier 2005 par rapport à janvier 2004.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux et le Transfert visant la réforme des soins de santé), les transferts fiscaux et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont connu une hausse de 9,1 %. L'augmentation des transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux découle de la hausse des fonds prévue dans l'Accord de février 2003 des premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé. Les transferts fiscaux, qui se composent des droits à péréquation, des paiements aux gouvernements territoriaux, des subventions législatives et des recouvrements ayant trait aux allocations aux jeunes, ont augmenté de 7,9 % dans l'ensemble par rapport à janvier 2004, surtout en raison de l'incidence du recouvrement, en 2003-2004, de montants payés en trop au cours des années antérieures.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 15,7 %. Cette composante est volatile d'un mois à l'autre, surtout en raison du calendrier des versements.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, dont la défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 26,8 % en raison de la hausse des charges relatives aux sociétés d'État et à la Défense et de celles de tous les autres ministères et organismes. Les charges de la Défense ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 15,1 %, tandis que celles visant l'ensemble des autres ministères et organismes ont grimpé de 0,8 milliard, ou 30,7 %. Cette composante est aussi fort volatile d'un mois à l'autre, ce qui reflète le calendrier des paiements et l'entrée en vigueur des mesures contenues dans les budgets précédents.

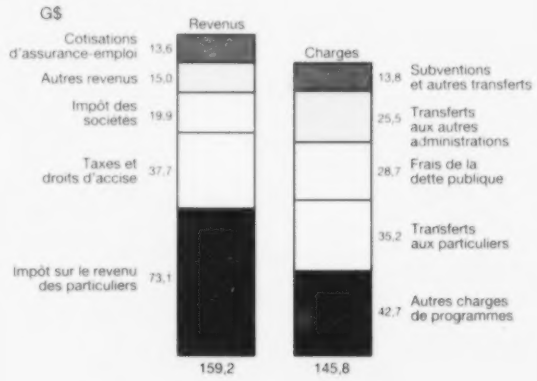
Les frais de la dette publique ont reculé de 3,6 % sous l'effet de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette.

D'avril 2004 à janvier 2005 : résultats budgétaires

Au cours des 10 premiers mois de l'exercice, on a enregistré un excédent budgétaire de 13,4 milliards de dollars, soit 5,3 milliards de plus que celui de 8,1 milliards déclaré pour la même période en 2003-2004.

Les revenus budgétaires ont augmenté de 10,6 milliards de dollars, ou 7,1 %, et totalisent 159,2 milliards. Cette hausse découle de la progression des revenus fiscaux et des autres revenus, y compris le produit de 2,6 milliards

Revenus et charges
(d'avril 2004 à janvier 2005)



106-02801/

de dollars de la vente des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement du Canada, ce qui a été neutralisé en partie par une baisse des revenus provenant des cotisations d'assurance-emploi.

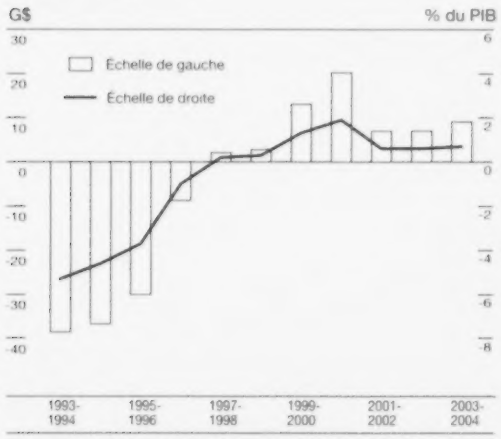
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 5,0 milliards de dollars, ou 7,3 %. La hausse d'une année sur l'autre est plus élevée qu'elle ne l'aurait été par ailleurs en raison du cycle de traitement supplémentaire qui a fait augmenter les rentrées d'impôt sur les revenus des particuliers, dont il a été question auparavant. L'augmentation traduit aussi la progression de l'emploi, des traitements et des salaires au cours de l'année.
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, ou 3,9 %. La hausse d'une année sur l'autre traduit l'incidence des paiements ultimes d'impôt substantiels reçus des sociétés du secteur des services financiers en décembre 2003 en raison de la réévaluation de leurs passifs libellés en dollars américains en 2003. Abstraction faite de ce facteur, les rentrées sous jacentes d'impôt des sociétés sont en hausse d'environ 20 %, ce qui correspond à la progression des bénéfices des sociétés.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont augmenté de 2,9 milliards de dollars, ou 8,2 %. La quasi-totalité de cette augmentation est attribuable à la croissance des revenus de TPS, qui ont augmenté de 11,8 %. Le maintien de la hausse énergique des revenus de TPS traduit la faiblesse persistante des remboursements de TPS, qui ont augmenté de 3 % à ce jour cette année. La progression des remboursements de TPS devrait s'accélérer jusqu'à la fin de l'année, reflétant de plus près la hausse des revenus bruts, qui atteint 7,2 % jusqu'ici cette année. Les droits de douane à l'importation ont également progressé (de 3,5 %), tandis que fléchissaient les revenus provenant des taxes de vente et d'accise (de 0,4 %) et du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien (de 3,0 %).
- Les cotisations d'assurance-emploi ont reculé de 0,4 milliard de dollars, ou 2,6 %, en raison de la baisse du taux de cotisation, qui est passé de 2,10 $ en 2003 à 1,98 $ en 2004, puis à 1,95 $ en 2005.
- Les autres revenus ont augmenté de 2,0 milliards de dollars, ou 19,4 %, en raison de la vente des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement. N'eut été cette opération, les autres revenus auraient diminué d'une année sur l'autre.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes engagées d'avril 2004 à janvier 2005 ont augmenté de 5,8 % pour s'établir à 117,1 milliards de dollars. Ces charges devraient augmenter sensiblement pendant le reste de l'exercice avec la sanction royale des dispositions législatives instaurant les accords des premiers ministres sur les soins de santé, la péréquation et la FFT, de même que des mesures proposées dans le budget de 2005. Les frais de la dette publique ont reculé de 1,1 milliard de dollars sous l'effet de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette.

Les paiements de transfert, qui ont représenté environ les deux tiers des charges de programmes, ont augmenté de 3,9 milliards de dollars, ou 5,5 %.

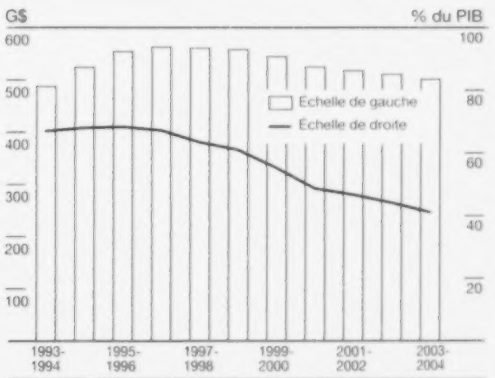
- Les transferts aux particuliers ont progressé de 0,7 milliard de dollars, ou 2,2 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 3,6 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont fléchi de 0,5 %

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

en raison d'une diminution des prestations régulières correspondant à l'amélioration du marché du travail.

- Les transferts aux autres administrations ont connu une hausse de 2,0 milliards de dollars, soit 8,7 %, en raison de la majoration des transferts pour la santé et les autres programmes sociaux, aux termes de l'Accord de février 2003 des premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé et d'une hausse des transferts fiscaux. Ces derniers ont grimpé de 8,3 %, surtout en raison du recouvrement, en 2003-2004, de paiements en trop effectués lors d'années antérieures dans le cadre du Programme de péréquation. Ces résultats ne tiennent pas compte des répercussions des ententes conclues par les premiers ministres en 2004 au sujet des soins de santé, de la péréquation et de la FFT. Ces données seront intégrées aux résultats budgétaires mensuels lorsque la loi habilitante aura reçu la sanction royale.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 1,1 milliard de dollars, ou 9,0 %, surtout en raison de mesures prévues dans les budgets antérieurs.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 2,5 milliards de dollars, ou 6,2 %, les charges plus faibles reliées aux sociétés d'État étant plus que compensées par la hausse des charges reliées à la défense et aux autres ministères et organismes. Les charges de la Défense ont augmenté de 1,0 milliard de dollars, ou 11,0 %, tandis que celles pour tous les autres ministères et organismes ont augmenté de 1,6 milliard, ou 6,1 %.

Ressources financières de 7,9 milliards de dollars d'avril 2004 à janvier 2005

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État (par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances), des comptes de pension et autres comptes, ainsi que ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 5,5 milliards de dollars au cours de la période d'avril 2004 à janvier 2005, en baisse de 5,2 milliards par rapport aux besoins enregistrés pour la période correspondante de 2003-2004. Cette diminution est surtout attribuable à des besoins exceptionnels aux fins des transferts en espèces effectués d'avril 2003 à janvier 2004 aux fonds en fiducie établis dans le budget de 2003 au titre du supplément en espèces du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (2,5 milliards de dollars), du Fonds pour l'équipement diagnostique et médical (1,5 milliard de dollars), de l'Inforoute Santé du Canada (600 millions de dollars) et de la Fondation canadienne pour l'innovation (500 millions de dollars). Ce redressement a été quelque peu tempéré par une hausse des besoins financiers au titre des pensions et des autres comptes, ce qui traduit les paiements versés à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 13,4 milliards de dollars et de besoins nets de 5,5 milliards pour les opérations non budgétaires, les ressources financières se sont élevées à 7,9 milliards de dollars au cours des 10 premiers mois de 2004-2005, comparativement à des besoins de 2,5 milliards au cours de la même période en 2003-2004.

Activités nettes de financement en baisse de 21,7 milliards de dollars

Le gouvernement a utilisé ces ressources financières de 7,9 milliards de dollars et de 13,8 milliards de dollars provenant de ses soldes de trésorerie pour réduire de 21,7 milliards sa dette détenue sur les marchés à la fin de janvier 2005, principalement en rachetant des bons du Trésor et en réduisant ses emprunts en devises. Le niveau mensuel des soldes de trésorerie varie en fonction de différents facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin de janvier s'élevaient à 3,5 milliards de dollars.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Janvier		D'avril à janvier	
	2004	2005	2003-2004	2004-2005
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	15 508	18 824	148 634	159 222
Charges				
Charges de programmes	-11 736	-13 556	-110 704	-117 107
Frais de la dette publique	-2 963	-2 857	-29 791	-28 714
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	809	2 411	8 139	13 401
Opérations non budgétaires	2 110	-930	-10 686	-5 514
Ressources ou besoins financiers	2 919	1 481	-2 547	7 887
Variation nette dans les activités de financement	-6 533	-2 027	-8 487	-21 657
Variation nette dans l'encaisse	-3 614	-546	-11 034	-13 770
Encaisse à la fin de la période			3 666	3 480

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Janvier			D'avril à janvier		
	2004	2005	Variation	2003-2004	2004-2005	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 200	8 677	20,5	68 138	73 101	7,3
Impôt sur le revenu des sociétés	1 907	2 358	23,6	19 100	19 854	3,9
Autres impôts sur le revenu	469	607	29,4	2 493	2 899	16,3
Total des impôts sur le revenu	9 576	11 642	21,6	89 731	95 854	6,8
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 417	3 125	29,3	23 860	26 679	11,8
Droits de douane à l'importation	204	192	-5,9	2 426	2 511	3,5
Taxes de vente et d'accise	724	759	4,8	8 188	8 154	-0,4
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	23	28	21,7	335	325	-3,0
Total des taxes et droits d'accise	3 368	4 104	21,9	34 809	37 669	8,2
Total des revenus fiscaux	12 944	15 746	21,6	124 540	133 523	7,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 410	1 891	34,1	13 962	13 604	-2,6
Autres revenus	1 154	1 187	2,9	10 132	12 095	19,4
Total des revenus budgétaires	15 508	18 824	21,4	148 634	159 222	7,1

Tableau 3

Charges budgétaires

	Janvier			D'avril à janvier		
	2004	2005	Variation	2003-2004	2004-2005	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 265	2 362	4,3	22 389	23 194	3,6
Prestations d'assurance-emploi	1 439	1 615	12,2	12 041	11 982	-0,5
Total	3 704	3 977	7,4	34 430	35 176	2,2
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé		1 054			10 542	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux		652			6 521	
Transfert visant la réforme des soins de santé	833	125	-85,0	833	1 250	50,1
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	858			16 083		
Transferts fiscaux	865	933	7,9	8 666	9 387	8,3
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-214	-210	-1,9	-2 116	-2 203	4,1
Total	2 342	2 554	9,1	23 466	25 497	8,7
Subventions et autres transferts						
Agriculture	135	146	8,1	1 091	826	-24,3
Affaires étrangères	317	310	-2,2	1 621	2 010	24,0
Santé	199	234	17,6	1 432	1 494	4,3
Développement des ressources humaines	178	264	48,3	1 164	1 050	-9,8
Affaires indiennes et du Nord	332	347	4,5	3 519	3 618	2,8
Industrie et développement régional	108	100	-7,4	1 209	1 490	23,2
Autres	454	593	30,6	2 586	3 270	26,5
Total	1 723	1 994	15,7	12 622	13 758	9,0
Total des paiements de transfert	7 769	8 525	9,7	70 518	74 431	5,5
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	89	108	21,3	970	980	1,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	158	170	7,6	1 699	1 685	-0,8
Autres	121	200	65,3	1 854	1 723	-7,1
Total	368	478	29,9	4 523	4 388	-3,0
Défense	961	1 106	15,1	9 371	10 405	11,0
Tous les autres ministères et organismes	2 638	3 447	30,7	26 292	27 883	6,1
Total des autres charges de programmes	3 967	5 031	26,8	40 186	42 676	6,2
Total des charges de programmes	11 736	13 556	15,5	110 704	117 107	5,8
Frais de la dette publique	2 963	2 857	-3,6	29 791	28 714	-3,6
Total des charges budgétaires	14 699	16 413	11,7	140 495	145 821	3,8

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Janvier		D'avril à janvier	
	2004	2005	2003-2004	2004-2005
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	809	2 411	8 139	13 401
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-104	-86	-1 529	-1 088
Autres activités d'investissement	-471	-614	-1 917	-2 485
Comptes de pension et autres comptes	287	-619	710	-2 464
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	2 325	1 015	-12 154	-5 138
Opérations de change	-166	-868	1 799	3 091
Amortissement des immobilisations corporelles	239	242	2 405	2 570
Total des autres activités	2 398	389	-7 950	523
Total des opérations non budgétaires	2 110	-930	-10 686	-5 514
Ressources ou besoins financiers nets	2 919	1 481	-2 547	7 887

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Janvier		D'avril à janvier	
	2004	2005	2003-2004	2004-2005
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	2 919	1 481	-2 547	7 887
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-60	387	-12 213	-15 523
Bons du Trésor	-6 600	-2 450	5 600	1 200
Obligations d'épargne du Canada	32	-96	-1 534	-1 964
Autres			91	-28
Total	-6 628	-2 159	-8 056	-16 315
Emprunts en devises	124	69	-383	-5 473
Total	-6 504	-2 090	-8 439	-21 788
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-29	63	-48	131
Variation nette dans les activités de financement	-6 533	-2 027	-8 487	-21 657
Variation dans l'encaisse	-3 614	-546	-11 034	-13 770

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2004	31 janvier 2005	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	79 964	74 329	-5 635
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	278 780	263 257	-15 523
Bons du Trésor	113 378	114 578	1 200
Obligations d'épargne du Canada	21 330	19 366	-1 964
Autres	3 427	3 399	-28
Total partiel	416 915	400 600	-16 315
Payable en devises	20 542	15 069	-5 473
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 774	2 905	131
Total de la dette non échue	440 231	418 574	-21 657
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	127 560	129 173	1 613
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	39 367	39 618	251
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	7 483	3 627	-3 856
Autres comptes de pension et autres comptes	6 488	6 017	-471
Total des comptes de pension et autres comptes	180 898	178 434	-2 464
Total de la dette portant intérêt	621 129	597 008	-24 121
Total du passif	701 093	671 336	-29 756
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	70 921	56 654	-14 267
Comptes d'opérations de change	44 312	41 221	-3 091
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	29 548	32 033	2 485
Total des actifs financiers	144 781	129 908	-14 873
Dette nette	556 311	541 428	-14 883
Actifs non financiers	54 817	53 335	-1 482
Dette fédérale (déficit accumulé)	501 494	488 093	-13 401

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Mars 2005

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Février 2005

Un excédent budgétaire de 5,8 milliards de dollars a été dégagé en février 2005, en hausse par rapport à celui de 3,8 milliards enregistré en février 2004. Cette augmentation est principalement attribuable à l'augmentation de 1,3 milliard de dollars, ou 28,9 %, des revenus tirés de l'impôt des sociétés par rapport au mois de février de l'année précédente, en raison du calendrier des paiements de règlement de l'impôt des sociétés en fin d'année dont certains, l'an dernier, ont été reçus un mois plus tard, en mars 2004. Les revenus nets plus élevés tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont également contribué à cet excédent, augmentant de 0,6 milliard de dollars, ou 29,3 %, un taux de croissance qui demeure nettement supérieur à l'augmentation de la consommation taxable et s'explique par la persistance du faible niveau des remboursements de TPS. La croissance des remboursements de TPS devrait reprendre dans les prochains mois. Les charges de programmes ont diminué de 0,2 milliard de dollars en février 2005 en raison de paiements de transfert moins élevés. Les frais de la dette publique ont aussi été moins élevés de 0,2 milliard en février.

D'avril 2004 à février 2005

L'excédent budgétaire des 11 premiers mois (d'avril à février) de l'exercice 2004-2005 est évalué à 19,2 milliards de dollars, soit 7,2 milliards de plus que l'excédent enregistré au cours de la même période l'an dernier.

Compte tenu d'un certain nombre de facteurs, les résultats jusqu'à maintenant sont en grande partie conformes aux résultats anticipés dans le budget de 2005, qui font état d'un excédent de 3 milliards de dollars en 2004-2005.

- Les résultats mensuels à ce jour ne tiennent pas compte des incidences financières importantes d'un certain nombre d'initiatives déjà annoncées. Les dispositions législatives pour la mise en œuvre des ententes fédérales-provinciales-territoriales sur les soins de santé et la péréquation/formule de financement des territoires (FFT) sont entrées en vigueur en mars 2005, et le coût financier de ces mesures (7,2 milliards de dollars) sera constaté en mars. Les résultats de mars 2005 rendront également compte du coût des mesures d'aide au secteur agricole annoncées récemment (1 milliard de dollars). Les nouvelles initiatives proposées dans le budget de 2005 (3,9 milliards de dollars) influeront davantage sur les résultats définitifs de fin d'exercice 2004-2005. **Le montant total des nouvelles charges annoncées, soit quelque 12 milliards de dollars, sera incorporé aux résultats de mars 2005 et de la période complémentaire.**
- Les résultats de février traduisent le niveau exceptionnel des revenus tirés de l'impôt des sociétés et des revenus nets provenant de la TPS. Comme on l'indique ci-dessus, les revenus tirés de l'impôt des sociétés et de la TPS ont connu une hausse de 29 % par rapport à l'an dernier, tandis que leurs assiettes fiscales sous-jacentes (bénéfices des sociétés et commerce au détail) ont connu une hausse de 17,7 % et de 5,5 %, respectivement. **La croissance des revenus tirés de l'impôt des sociétés devrait se modérer en mars pour être plus conforme à la croissance des bénéfices. On s'attend également à ce qu'il y ait un renversement de certaines des récentes hausses des revenus tirés de la TPS en mars 2005 et au cours de la période de fin d'exercice complémentaire, ce qui aura pour effet de ramener ces revenus à un niveau correspondant davantage aux assiettes fiscales correspondantes.**
- **De plus, étant donné l'évolution saisonnière habituelle des revenus et charges, des revenus et charges, des déficits sont normalement enregistrés en mars et lors de la période complémentaire.**

Février 2005 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire de février 2005 est estimé à 5,8 milliards de dollars, en hausse par rapport à celui de 3,8 milliards constaté en février 2004.

Les revenus budgétaires pour le mois ont totalisé 19,8 milliards de dollars, en hausse de 1,5 milliard, ou 8,3 %, par rapport au même mois de l'année précédente. Cette hausse est attribuable à la forte augmentation des revenus tirés de l'impôt des sociétés et de la TPS, augmentation qui a plus que compensé le fléchissement des revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 0,7 milliard de dollars, ou 8,1 %, d'une année sur l'autre. Comme nous l'avons mentionné dans le numéro de janvier de *La revue financière*, cette baisse tient au fait qu'il y a eu un cycle de traitement supplémentaire en janvier 2005, ce qui a fait grimper ces revenus au cours du mois en question.
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, ou 28,9 %, d'une année sur l'autre. Cette augmentation est attribuable aux paiements de règlement de l'impôt des sociétés en fin d'exercice qui, l'an dernier, ont été reçus en février et en mars.
- En février 2005, les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont été de 0,6 milliard de dollars supérieurs à ceux de février 2004. Cette hausse est à peu près entièrement attribuable à l'augmentation de 0,6 milliard de dollars, ou 29,3 %, des revenus tirés de la TPS. La progression des revenus bruts de TPS d'une année sur l'autre concorde en gros avec la croissance de l'assiette fiscale correspondante, mais la hausse des remboursements, qui devrait être similaire à celle des revenus bruts au fil du temps, a été beaucoup plus faible. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 38 millions de dollars, tandis que les revenus tirés des taxes et droits d'accise ainsi que du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont diminué de 21 millions.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 3,1 %, en raison de la progression de l'emploi ainsi que de la hausse des traitements et des salaires, qui a plus que compensé la baisse des taux de cotisation.
- Les autres revenus, qui proviennent des sociétés d'État, de la vente de biens et de services ainsi que des opérations de change, ont augmenté de 12,5 %. Cette composante est volatile d'un mois à l'autre.

Les charges de programmes ont totalisé 11,3 milliards de dollars en février 2005, en baisse de 0,2 milliard, ou 2,0 %, par rapport à février 2004, en raison d'une diminution des paiements de transfert.

Les paiements de transfert ont fléchi de 0,8 milliard de dollars, ou 10,6 %, en février 2005.

- Les transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont diminué de 3,6 % d'une année sur l'autre. Les prestations aux aînés ont augmenté de 4,1 % en raison d'une moyenne de prestations plus élevée et de l'accroissement du nombre de personnes ayant droit à des prestations. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 14,1 % en raison de la baisse des prestations régulières. Ces résultats reflètent l'ajout d'un cycle de traitement des paiements en janvier 2005, ce qui a fait grimper les charges au cours du mois en question puis les a fait diminuer en février.
- Les transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux et le Transfert visant la réforme des soins de santé), les transferts fiscaux et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont diminué de 3,8 %.
- Les subventions et autres transferts ont diminué de 37,6 %. Cette composante est volatile d'un mois à l'autre, surtout en raison du calendrier des versements.

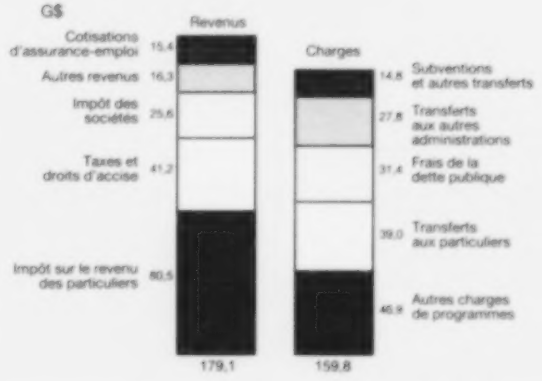
Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, dont la défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 16,6 % en raison de la hausse des charges relatives à d'autres ministères et organismes. Les charges de la défense ont diminué légèrement, soit de 10 millions de dollars, ou 1,0 %, en février, tandis que celles visant l'ensemble des autres ministères et organismes ont augmenté de 0,6 milliard, ou 26,9 %. Cette composante est elle aussi très volatile d'un mois à l'autre, en raison du calendrier des paiements et de l'entrée en vigueur des mesures contenues dans les budgets précédents.

Les frais de la dette publique ont diminué de 7,6 % sous l'effet de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette.

D'avril 2004 à février 2005 : résultats budgétaires

Au cours des 11 premiers mois de l'exercice, on a enregistré un excédent budgétaire de 19,2 milliards de dollars, soit 7,2 milliards de plus que celui de 12 milliards déclaré pour la même période en 2003-2004.

Revenus et charges
(d'avril 2004 à février 2005)

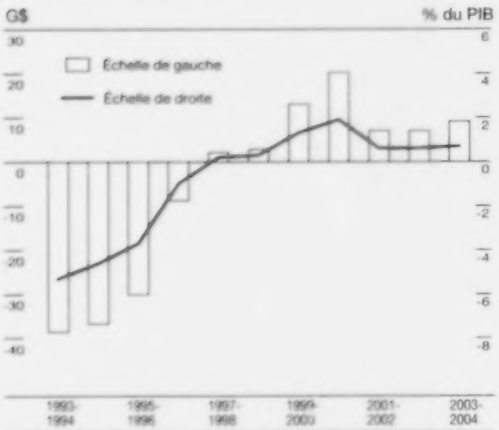


Les revenus budgétaires ont augmenté de 12,1 milliards de dollars, ou 7,3 %, et totalisent 179,1 milliards. Cette hausse découle de la forte progression des revenus provenant de l'impôt des sociétés et de la TPS ainsi que du produit net de 2,6 milliards de dollars de la vente des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté en février de 4,3 milliards de dollars, ou 5,7 %. La hausse d'une année sur l'autre concorde avec la progression de l'emploi et l'augmentation des traitements et salaires durant l'exercice.
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont augmenté de 2,1 milliards de dollars, ou 8,7 %. La hausse de ces revenus d'une année sur l'autre a été limitée par la prise en compte, dans les résultats de 2003-2004, des gains exceptionnels enregistrés par le secteur financier en raison de la réévaluation des passifs libellés en dollars américains en 2003. Si l'on fait abstraction de ce facteur, les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont augmenté de quelque 22 % jusqu'ici cette année, ce qui est relativement supérieur à la croissance estimée des bénéfices des sociétés en 2004.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont augmenté de 3,5 milliards de dollars, ou 9,1 %. La quasi-totalité de cette augmentation est attribuable à la croissance des revenus de TPS, qui ont augmenté de 3,4 milliards de dollars, ou 13,1 %, par rapport à l'année précédente. Le maintien de la hausse énergique des revenus de TPS traduit la faiblesse persistante des remboursements de TPS (en hausse de 2,6 % depuis le début de l'exercice) comparativement aux revenus bruts (en hausse de 7,6 %). En bout de ligne, la hausse des remboursements devrait concorder étroitement avec celle des revenus bruts. La progression des remboursements devrait s'accélérer en mars 2005 et durant la période de fin d'exercice complémentaire, de sorte que les revenus nets de TPS correspondront davantage à la hausse de l'assiette fiscale correspondante. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, tandis que les revenus tirés des taxes et droits d'accise ainsi que du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont diminué au total de 0,1 milliard.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,3 milliard de dollars, ou 1,9 %, en raison de la baisse du taux de cotisation (le taux de cotisation applicable aux employés, qui était de 2,10 $ par tranche de 100 $ de gains assurables en 2003, a été ramené à 1,98 $ en 2004 et à 1,95 $ en 2005), qui a plus que compensé les effets de la progression de l'emploi et de la hausse des traitements et des salaires.
- En l'absence de cette transaction, les autres revenus (notamment les gains nets des opérations de change, les intérêts et les gains nets des sociétés d'État entreprises) ont diminué d'une année sur l'autre, principalement en raison des gains moins élevés des opérations de change.

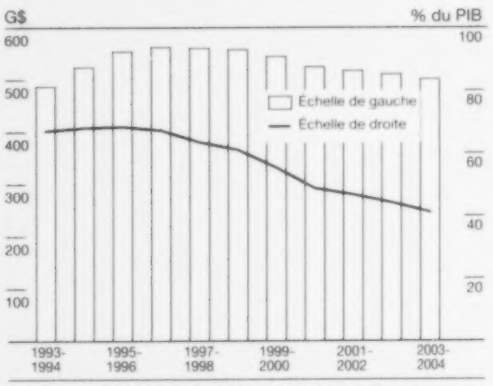
D'une année sur l'autre, les charges de programmes engagées d'avril 2004 à février 2005 ont augmenté de 5,0 % pour s'établir à 128,4 milliards de dollars. Les charges de programmes devraient toutefois croître sensiblement en mars 2005, une fois pris en compte le coût des ententes fédérales-provinciales-territoriales sur les soins de santé et la péréquation/FFT ainsi que celui des mesures d'aide au secteur agricole annoncées

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

récemment. Les résultats définitifs engloberont en outre le coût des mesures proposées dans le budget de 2005, une fois que les dispositions législatives habilitantes auront reçu la sanction royale. Les frais de la dette publique ont été inférieurs de 1,3 milliard de dollars à ceux des 11 premiers mois de 2003-2004 sous l'effet de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette.

Les paiements de transfert, qui représentent environ les deux tiers des charges de programmes, ont augmenté de 3,1 milliards de dollars, ou 3,9 %.

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 0,6 milliard de dollars, ou 1,6 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 3,6 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont fléchi de 2,1 %. La baisse du montant des prestations d'assurance-emploi versées est associée à la diminution des prestations régulières correspondant à l'amélioration du marché du travail.
- Les transferts aux autres administrations ont connu une hausse de 1,9 milliard de dollars, ou 7,5 %, en raison de la majoration des transferts pour la santé et les autres programmes sociaux, aux termes de l'Accord de février 2003 des premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé et d'une hausse des transferts fiscaux. Ces derniers ont augmenté de 5,1 %, surtout en raison du recouvrement, en 2003-2004, de paiements en trop effectués lors d'années antérieures dans le cadre du Programme de péréquation. Ces résultats ne tiennent pas compte des répercussions des ententes fédérales-provinciales-territoriales conclues en 2004 au sujet des soins de santé, de la péréquation et de la FFT. Le coût de ces ententes sera incorporé aux résultats de mars.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 0,5 milliard de dollars, ou 3,7 %, surtout en raison de mesures prévues dans les budgets antérieurs.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 3,1 milliards de dollars, ou 7,1 %, les charges plus faibles reliées aux sociétés d'État étant plus que compensées par la hausse des charges reliées à la défense et aux autres ministères et organismes. Les charges de la défense ont augmenté de 1,0 milliard de dollars, ou 9,9 %, tandis que celles pour tous les autres ministères et organismes ont progressé de 2,2 milliards, ou 7,8 %.

Ressources financières de 8,5 milliards de dollars d'avril 2004 à février 2005

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État (par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances), des comptes de pension et autres comptes, ainsi que ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 10,8 milliards de dollars d'avril 2004 à février 2005, en hausse de 1,1 milliard par rapport aux besoins de 19,7 milliards enregistrés pour la même période de 2003-2004. Cette augmentation est surtout attribuable au transfert des actifs du Régime de pensions du Canada détenus par le gouvernement à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 19,2 milliards de dollars et de besoins nets de 10,8 milliards pour les opérations non budgétaires, des ressources financières de 8,5 milliards ont été dégagées au cours des 11 premiers mois de 2004-2005, comparativement à des ressources financières de 2,3 milliards au cours de la même période en 2003-2004.

Activités nettes de financement en baisse de 18,4 milliards de dollars

Le gouvernement a utilisé ces ressources financières de 8,5 milliards de dollars et la baisse de 10,0 milliards de ses soldes de trésorerie pour réduire de 18,4 milliards sa dette contractée sur les marchés à la fin de février 2005, principalement en réduisant ses portefeuilles d'obligations négociables et d'emprunts en devises. Le niveau mensuel des soldes de trésorerie varie en fonction de différents facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin de février s'élevaient à 7,3 milliards de dollars.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Février		D'avril à février	
	2004	2005	2003-2004	2004-2005
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	18 315	19 842	166 952	179 066
Charges				
Charges de programmes	-11 534	-11 300	-122 238	-128 408
Frais de la dette publique	-2 946	-2 722	-32 737	-31 436
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 835	5 820	11 977	19 222
Opérations non budgétaires	979	-5 249	-9 707	-10 760
Ressources ou besoins financiers	4 814	571	2 270	8 462
Variation nette dans les activités de financement	-2 300	3 221	-10 787	-18 437
Variation nette dans l'encaisse	2 514	3 792	-8 517	-9 975
Encaisse à la fin de la période			6 181	7 273

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Février			D'avril à février		
	2004	2005	Variation	2003-2004	2004-2005	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	8 023	7 372	-8,1	76 162	80 474	5,7
Impôt sur le revenu des sociétés	4 485	5 780	28,9	23 585	25 635	8,7
Autres impôts sur le revenu	224	352	57,1	2 717	3 251	19,7
Total des impôts sur le revenu	12 732	13 504	6,1	102 464	109 360	6,7
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 966	2 542	29,3	25 826	29 221	13,1
Droits de douane à l'importation	237	275	16,0	2 663	2 785	4,6
Taxes de vente et d'accise	741	723	-2,4	8 927	8 878	-0,5
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	34	31	-8,8	369	356	-3,5
Total des taxes et droits d'accise	2 978	3 571	19,9	37 785	41 240	9,1
Total des revenus fiscaux	15 710	17 075	8,7	140 249	150 600	7,4
Cotisations d'assurance-emploi	1 743	1 797	3,1	15 705	15 401	-1,9
Autres revenus	862	970	12,5	10 998	13 065	18,8
Total des revenus budgétaires	18 315	19 842	8,3	166 952	179 066	7,3

Tableau 3
Charges budgétaires

	Février			D'avril à février		
	2004	2005	Variation	2003-2004	2004-2005	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 274	2 367	4,1	24 662	25 561	3,6
Prestations d'assurance-emploi	1 656	1 423	-14,1	13 698	13 405	-2,1
Total	3 930	3 790	-3,6	38 360	38 966	1,6
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé		1 054			11 596	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux		651			7 173	
Transfert visant la réforme des soins de santé	83	125	50,6	917	1 375	49,9
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 608			17 692		
Transferts fiscaux	865	634	-26,7	9 530	10 020	5,1
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-214	-210	-1,9	-2 330	-2 413	3,6
Total	2 342	2 254	-3,8	25 809	27 751	7,5
Subventions et autres transferts						
Agriculture	32	0	-100,0	1 123	826	-26,4
Affaires étrangères	224	200	-10,7	1 845	2 210	19,8
Santé	119	124	4,2	1 551	1 618	4,3
Développement des ressources humaines	280	104	-62,9	1 445	1 154	-20,1
Affaires indiennes et du Nord	267	285	6,7	3 786	3 903	3,1
Industrie et développement régional	312	-16	-105,1	1 521	1 474	-3,1
Autres	385	313	-18,7	2 974	3 583	20,5
Total	1 619	1 010	-37,6	14 245	14 768	3,7
Total des paiements de transfert	7 891	7 054	-10,6	78 414	81 485	3,9
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	84	65	-22,6	1 055	1 045	-0,9
Société canadienne d'hypothèques et de logement	161	170	5,6	1 860	1 855	-0,3
Autres	106	107	0,9	1 959	1 830	-6,6
Total	351	342	-2,6	4 874	4 730	-3,0
Défense	984	974	-1,0	10 356	11 379	9,9
Tous les autres ministères et organismes	2 308	2 930	26,9	28 594	30 814	7,8
Total des autres charges de programmes	3 643	4 246	16,6	43 824	46 923	7,1
Total des charges de programmes	11 534	11 300	-2,0	122 238	128 408	5,0
Frais de la dette publique	2 946	2 722	-7,6	32 737	31 436	-4,0
Total des charges budgétaires	14 480	14 022	-3,2	154 975	159 844	3,1

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Février		D'avril à février	
	2004	2005	2003-2004	2004-2005
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 835	5 820	11 977	19 222
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-133	-313	-1 663	-1 402
Autres activités d'investissement	-234	-192	-2 152	-2 677
Comptes de pension et autres comptes	554	-985	1 265	-3 448
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-153	-2 839	-12 306	-7 974
Opérations de change	627	-1 166	2 426	1 925
Amortissement des immobilisations corporelles	318	246	2 723	2 816
Total des autres activités	792	-3 759	-7 157	-3 233
Total des opérations non budgétaires	979	-5 249	-9 707	-10 760
Ressources ou besoins financiers nets	4 814	571	2 270	8 462

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Février		D'avril à février	
	2004	2005	2003-2004	2004-2005
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	4 814	571	2 270	8 462
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	984	1 887	-11 229	-13 636
Bons du Trésor	-3 500	1 100	2 100	2 300
Obligations d'épargne du Canada	-131	-196	-1 665	-2 161
Autres		-1	91	-29
Total	-2 647	2 790	-10 703	-13 526
Emprunts en devises	350	397	-33	-5 076
Total	-2 297	3 187	-10 736	-18 602
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-3	34	-51	165
Variation nette dans les activités de financement	-2 300	3 221	-10 787	-18 437
Variation dans l'encaisse	2 514	3 792	-8 517	-9 975

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2004	28 février 2005	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	79 964	77 559	-2 405
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	278 780	265 144	-13 636
Bons du Trésor	113 378	115 678	2 300
Obligations d'épargne du Canada	21 330	19 169	-2 161
Autres	3 427	3 398	-29
Total partiel	416 915	403 389	-13 526
Payable en devises	20 542	15 466	-5 076
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 774	2 939	165
Total de la dette non échue	440 231	421 794	-18 437
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	127 560	129 307	1 747
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	39 367	39 650	283
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	7 483	2 658	-4 825
Autres comptes de pension et autres comptes	6 488	5 835	-653
Total des comptes de pension et autres comptes	180 898	177 450	-3 448
Total de la dette portant intérêt	621 129	599 244	-21 885
Total du passif	701 093	676 803	-24 290
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	70 921	66 515	-4 406
Comptes d'opérations de change	44 312	42 387	-1 925
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	29 548	32 225	2 677
Total des actifs financiers	144 781	141 127	-3 654
Dette nette	556 311	535 675	-20 636
Actifs non financiers	54 817	53 403	-1 414
Dette fédérale (déficit accumulé)	501 494	482 272	-19 222

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Avril 2005

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Mars 2005

Un déficit budgétaire de 9,5 milliards de dollars a été constaté en mars 2005, en hausse de 6,3 milliards par rapport au déficit de 3,2 milliards observé en mars 2004. Cette détérioration est surtout attribuable à des transferts de 7,2 milliards de dollars se rapportant aux ententes fédérales-provinciales sur les soins de santé et sur la péréquation et la formule de financement des territoires (FFT). Les dispositions législatives autorisant ces transferts ont reçu la sanction royale en mars.

D'avril 2004 à mars 2005

L'excédent budgétaire estimatif pour la période d'avril 2004 à mars 2005 se chiffre à 9,8 milliards de dollars, en hausse de 1,0 milliard par rapport à celui enregistré durant la même période de l'exercice précédent.

Les charges de programmes ont augmenté de 13,7 milliards, ou 9,9 %, entre avril 2004 et mars 2005; cela s'explique surtout par la hausse des paiements de transfert, qui illustre les effets des ententes fédérales-provinciales-territoriales sur les soins de santé et sur la péréquation et la FFT, qui ont été comptabilisés en mars 2005. Les frais de la dette publique ont baissé de 1,5 milliard, ou 4,2 %, ce qui est attribuable à la baisse simultanée de l'encours de la dette portant intérêt et du taux d'intérêt effectif moyen applicable à cet encours.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires ont augmenté de 13,2 milliards de dollars, ou 7,2 %, au cours de la période d'avril 2004 à mars 2005 par rapport à la même période en 2003-2004. Cette hausse est surtout attribuable à une forte augmentation des rentrées d'impôt des sociétés. L'augmentation sous-jacente des revenus tirés de l'impôt des sociétés représente près du double de la croissance estimée des bénéfices des sociétés pour 2004. Les rentrées d'impôt des sociétés pour la période d'avril 2004 à mars 2005 dépassent d'environ 2 milliards le montant prévu au moment du budget.

Il ne s'agit pas là des résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats mensuels d'avril 2004 à mars 2005 ne tiennent pas compte des effets des nouvelles initiatives proposées dans le budget de 2005, qui totalisent 2,5 milliards de dollars. Ils n'indiquent pas non plus les habituels rajustements comptables de fin d'exercice, qui incluent les coûts des éléments de passif engagés pendant l'exercice pour lesquels aucun paiement n'a été effectué en 2004-2005, ainsi que les rajustements finaux de l'impôt couru. Par conséquent, il est trop tôt pour déterminer si l'excédent budgétaire pour l'exercice 2004-2005 sera plus élevé que le montant de 3 milliards prévu dans le budget de 2005.

Mars 2005 : résultats budgétaires

Un déficit budgétaire de 9,5 milliards de dollars a été constaté en mars 2005, en hausse par rapport au déficit de 3,2 milliards observé en mars 2004.

Les revenus budgétaires ont totalisé 17,8 milliards de dollars, en hausse de 1,1 milliard, ou 6,5 %, par rapport à mars 2004. Cette hausse s'explique par l'augmentation des rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers et de l'impôt des sociétés, qui a été légèrement compensée par la baisse des rentrées de TPS et des autres revenus.

- D'une année sur l'autre, les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,2 milliard de dollars, ou 16,9 %, à cause de facteurs liés à la périodicité du traitement des retenues à la source.
- Les revenus au titre de l'impôt des sociétés ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, ou 24,1 %, d'une année sur l'autre. Cette hausse est imputable aux paiements finaux d'impôt pour l'exercice 2004 effectués par les sociétés du secteur manufacturier en mars 2005, qui ont augmenté de 1,0 milliard par rapport à l'an dernier. Les acomptes mensuels des entreprises de ce secteur ont diminué pour les 11 premiers mois de 2004-2005, de sorte qu'à eux seuls, les paiements de règlement de mars expliquent entièrement l'augmentation des revenus provenant de ce secteur pour tout l'exercice 2004-2005.

- Les revenus au titre des taxes et des droits d'accise en mars 2005 ont diminué de 0,3 milliard de dollars par rapport à mars 2004, presque entièrement à cause du recul des rentrées de TPS. Comme on l'indiquait dans des numéros antérieurs de *La revue financière*, on prévoyait une diminution des rentrées de TPS, car les rentrées nettes au deuxième semestre avaient très fortement progressé par rapport au montant des produits et services taxables, en raison de la faible augmentation des remboursements de TPS. Les revenus tirés des droits de douane à l'importation ont augmenté de 20 millions de dollars par rapport au même mois l'an dernier, tandis que ceux provenant des taxes et droits d'accise ainsi que du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont diminué de 15 millions.
- Les revenus provenant des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 3,2 %, en raison de la progression de l'emploi ainsi que de la hausse des salaires, qui ont plus que compensé la baisse des taux de cotisation.
- Les autres revenus, qui proviennent des sociétés d'État, de la vente de produits et services ainsi que des opérations de change, ont chuté de 72,4 %. Cela s'explique surtout par les pertes constatées lors de la réévaluation, en fin d'exercice, du portefeuille d'actifs libellés en dollars américains détenu par le gouvernement, en raison de l'appréciation du dollar canadien.

Les charges de programmes en mars 2005 se sont chiffrées à 24,5 milliards de dollars, en hausse de 7,6 milliards, ou 44,6 %, par rapport à mars 2004, surtout en raison de l'augmentation des paiements de transfert.

Au total, les paiements de transfert ont bondi de 7,5 milliards de dollars, ou 63,5 %, en mars 2005.

- Les transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté de 1,0 % d'une année sur l'autre. Les prestations aux aînés ont augmenté de 88 millions de dollars en raison de la hausse simultanée du montant moyen des prestations et du nombre de personnes admissibles. Pour leur part, les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 50 millions, du fait de la baisse des prestations régulières.
- Les transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux destinés à la santé et aux autres programmes sociaux (Transfert canadien en matière de santé, Transfert canadien en matière de programmes sociaux et Transfert visant la réforme des soins de santé), les transferts fiscaux ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents. Ils ont augmenté de 6,3 milliards de dollars, en raison des obligations liées aux nouvelles initiatives découlant des accords de 2004 des premiers ministres sur les soins de santé et sur la péréquation et la FFT.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 1,2 milliard de dollars en raison de la hausse du soutien aux agriculteurs et de l'aide étrangère. Cette composante varie beaucoup d'un mois à l'autre, surtout en raison de la périodicité des versements.

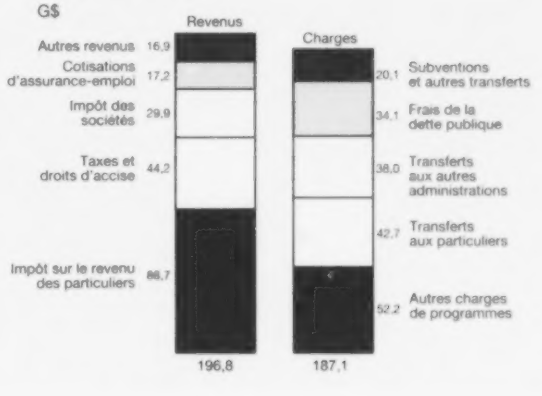
Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, dont la défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 1,4 %, la hausse des transferts aux sociétés d'État et des charges des ministères et organismes étant largement compensée par une baisse de celles liées à la défense. En effet, ces dernières ont diminué de 336 millions de dollars, ou 17,5 %, tandis que celles des autres ministères et organismes augmentaient de 325 millions, ou 11,4 %, et que les transferts aux sociétés d'État montaient de 82 millions, ou 21,0 %. Cette composante varie elle aussi beaucoup d'un mois à l'autre, en raison de la périodicité des paiements et de la mise en œuvre de mesures prévues dans les budgets précédents.

Les frais de la dette publique ont diminué de 7,2 %, ce qui est attribuable à la baisse simultanée de l'encours de la dette portant intérêt et du taux d'intérêt effectif moyen applicable à cet encours.

D'avril 2004 à mars 2005 : résultats budgétaires

Pour la période d'avril 2004 à mars 2005, on a dégagé un excédent budgétaire de 9,8 milliards de dollars, en hausse de 1,0 milliard par rapport à celui de 8,8 milliards enregistré durant la même période en 2003-2004.

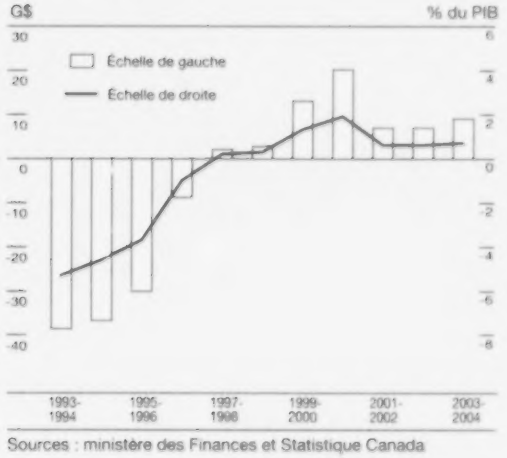
Revenus et charges
(d'avril 2004 à mars 2005)



Les revenus budgétaires ont augmenté de 13,2 milliards de dollars, ou 7,2 %, et totalisent 196,8 milliards. Cette hausse découle de la forte progression des revenus provenant de l'impôt des sociétés et de la TPS, ainsi que du produit net de 2,6 milliards de la vente du reste des actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement.

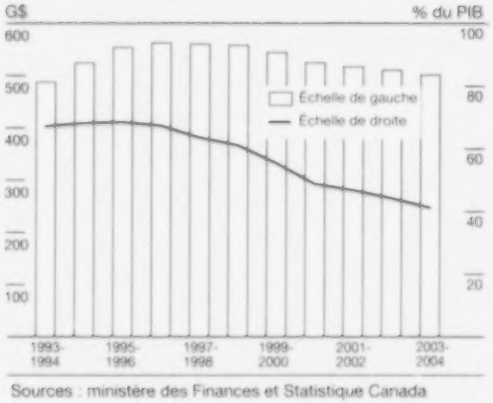
- Les revenus au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 5,5 milliards de dollars, ou 6,6 %, en raison de la progression de l'emploi et des salaires pendant l'exercice.
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont connu une hausse de 2,9 milliards de dollars, ou 10,6 %. Deux facteurs ont eu pour effet de limiter la hausse de ces revenus d'une année sur l'autre : la prise en compte, dans les résultats de 2003-2004, des gains exceptionnels enregistrés par le secteur financier à la suite de la réévaluation de passifs libellés en dollars américains en 2003, ainsi que la baisse de 2 points de pourcentage du taux général de l'impôt des sociétés en 2004. Si l'on fait abstraction de ces deux facteurs, les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont augmenté de quelque 29 % depuis le début de l'exercice, ce qui est supérieur à la croissance estimée de 17,7 % des bénéfices des sociétés en 2004. Le budget de 2005 prévoyait une augmentation sous-jacente des rentrées nettes d'impôt des sociétés de plus de 20 %, soit un peu plus que la croissance estimée des bénéfices des sociétés, qui était de 17,7 %.
- Les revenus au titre des taxes et des droits d'accise ont augmenté de 3,1 milliards de dollars, ou 7,6 %. La quasi-totalité de cette hausse est attribuable à la croissance des revenus tirés de la TPS, qui ont augmenté de 3,1 milliards, ou 10,9 %, par rapport à l'exercice précédent. La forte poussée des rentrées de TPS d'avril à mars met en évidence la faiblesse persistante des remboursements de TPS (qui n'ont augmenté que de 3,0 %) par rapport aux rentrées brutes (qui se sont accrues de 6,8 %). En bout de ligne, la hausse des remboursements devrait concorder étroitement avec celle des rentrées brutes. Les rentrées nettes ont diminué en mars 2005, de sorte que les revenus nets tirés de la TPS sont plus conformes à la hausse de l'assiette fiscale correspondante. Les remboursements devraient continuer d'augmenter par rapport aux rentrées brutes par le biais des rajustements en fin d'année selon la comptabilité d'exercice. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,1 milliard au cours de la période, tandis que les revenus tirés des taxes et droits d'accise ainsi que du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont diminué au total de 0,1 milliard.
- Les revenus provenant des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,3 milliard de dollars, ou 1,4 %, en raison de la réduction des taux de cotisation (le taux de cotisation applicable aux employés, qui était de 2,10 $ par tranche de 100 $ de gains assurables en 2003, a été ramené à 1,98 $ en 2004 et à 1,95 $ en 2005), qui a plus que compensé les effets de la progression de l'emploi et des salaires.
- Les autres revenus ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, ou 10,8 %, par suite de la vente du reste des actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement. Les autres composantes de cette catégorie (notamment les gains nets du Compte du fonds des changes ainsi que les intérêts et les gains nets des sociétés d'État entreprises) ont diminué par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique par l'appréciation du dollar canadien et par la baisse des taux d'intérêt.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

La revue financière

D'une année sur l'autre, les charges de programmes engagées d'avril 2004 à mars 2005 ont augmenté de 9,9 % pour atteindre 153,0 milliards de dollars. Cela s'explique surtout par la hausse des transferts en vertu des accords sur les soins de santé et sur la péréquation et la FFT conclus par les premiers ministres en 2004. Les frais de la dette publique ont été inférieurs de 1,5 milliard à ceux de la période correspondante de 2003-2004, en raison de la diminution simultanée de l'encours de la dette portant intérêt et du taux d'intérêt effectif moyen applicable à cet encours.

Les paiements de transfert, qui représentent les deux tiers environ des charges de programmes, ont augmenté de 10,6 milliards de dollars, ou 11,7 %.

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 0,6 milliard de dollars, ou 1,5 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 3,7 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont fléchi de 2,3 %. La baisse du montant total des prestations d'assurance-emploi versées est attribuable à la diminution des prestations régulières, qui correspond à l'amélioration du marché de l'emploi.
- Les transferts aux autres administrations ont connu une hausse de 8,2 milliards de dollars, ou 27,6 %, en raison de la majoration des transferts pour la santé et les autres programmes sociaux, aux termes des accords conclus par les premiers ministres en 2004 sur les soins de santé et sur la péréquation et la FFT.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 1,7 milliard de dollars, ou 9,2 %, surtout à cause de l'effet de mesures annoncées dans le cadre de budgets antérieurs.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 3,2 milliards de dollars, ou 6,5 %. La baisse des charges liées aux sociétés d'État a été plus que compensée par la hausse des charges liées à la défense et aux autres ministères et organismes. Les charges de la défense ont augmenté de 0,7 milliard, ou 5,6 %; pour leur part, les charges des autres ministères et organismes ont progressé de 2,5 milliards, ou 8,1 %.

Ressources financières de 8,5 milliards de dollars d'avril 2004 à mars 2005

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État (par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances), des comptes de pension et autres comptes, ainsi que ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires se sont soldées par des besoins nets de 5,1 milliards de dollars d'avril 2004 à mars 2005, en hausse de 1,7 milliard par rapport aux besoins de 3,4 milliards pour la même période en 2003-2004. Cette augmentation est surtout attribuable au transfert des actifs du Régime de pensions du Canada détenus par le gouvernement à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada.

Étant donné un excédent budgétaire de 9,8 milliards de dollars et des besoins nets de 5,1 milliards au titre des opérations non budgétaires, des ressources financières de 4,7 milliards ont été dégagées pour la période d'avril 2004 à mars 2005, comparativement à des ressources de 5,4 milliards durant la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en baisse de 4,8 milliards de dollars

Le gouvernement a utilisé ces ressources financières de 4,7 milliards de dollars ainsi que la baisse de 0,1 milliard de ses soldes de trésorerie pour réduire de 4,8 milliards sa dette contractée sur les marchés, principalement en réduisant ses portefeuilles d'emprunts en devises. Le niveau mensuel des soldes de trésorerie varie en fonction de différents facteurs, notamment l'échéance périodique d'émissions de titres d'emprunt de grande valeur, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre.
Les soldes de trésorerie à la fin de mars 2005 s'élevaient à 17,1 milliards de dollars.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Mars		D'avril à mars	
	2004	2005	2003-2004	2004-2005
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	16 693	17 777	183 645	196 842
Charges				
Charges de programmes	-16 976	-24 545	-139 214	-152 954
Frais de la dette publique	-2 896	-2 687	-35 633	-34 122
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-3 179	-9 455	8 798	9 766
Opérations non budgétaires	6 269	5 657	-3 440	-5 105
Ressources ou besoins financiers	3 090	-3 798	5 358	4 661
Variation nette dans les activités de financement	7 978	13 647	-2 807	-4 790
Variation nette dans l'encaisse	11 068	9 849	2 551	-129
Encaisse à la fin de la période			17 250	17 122

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Mars			D'avril à mars		
	2004	2005	Variation	2003-2004	2004-2005	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 026	8 213	16,9	83 187	88 686	6,6
Impôt sur le revenu des sociétés	3 415	4 238	24,1	27 000	29 872	10,6
Autres impôts sur le revenu	195	316	62,1	2 912	3 567	22,5
Total des impôts sur le revenu	10 636	12 767	20,0	113 099	122 125	8,0
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 278	1 939	-14,9	28 104	31 161	10,9
Droits de douane à l'importation	229	249	8,7	2 892	3 034	4,9
Taxes de vente et d'accise	731	728	-0,4	9 660	9 606	-0,6
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	45	33	-26,7	414	389	-6,0
Total des taxes et droits d'accise	3 283	2 949	-10,2	41 070	44 190	7,6
Total des revenus fiscaux	13 919	15 716	12,9	154 169	166 315	7,9
Cotisations d'assurance-emploi	1 713	1 768	3,2	17 419	17 169	-1,4
Autres revenus	1 061	293	-72,4	12 057	13 358	10,8
Total des revenus budgétaires	16 693	17 777	6,5	183 645	196 842	7,2

Tableau 3
Charges budgétaires

	Mars			D'avril à mars		
	2004	2005	Variation	2003-2004	2004-2005	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 277	2 365	3,9	26 939	27 926	3,7
Prestations d'assurance-emploi	1 378	1 328	-3,6	15 076	14 734	-2,3
Total	3 655	3 693	1,0	42 015	42 660	1,5
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé		6 804			18 400	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux		727			7 900	
Transfert visant la réforme des soins de santé	83	125	50,6	1 000	1 500	50,0
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	3 608	31		21 300	31	
Transferts fiscaux	550	2 882	424,0	10 081	12 902	28,0
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-285	-333	16,8	-2 615	-2 746	5,0
Total	3 956	10 236	158,7	29 766	37 987	27,6
Subventions et autres transferts						
Agriculture	1 235	1 748	41,5	2 358	2 574	9,2
Affaires étrangères	674	1 182	75,4	2 519	3 391	34,6
Santé	508	246	-51,6	2 059	1 864	-9,5
Développement des ressources humaines	169	49	-71,0	1 614	1 203	-25,5
Affaires indiennes et du Nord	481	452	-6,0	4 268	4 354	2,0
Industrie et développement régional	288	207	-28,1	1 809	1 681	-7,1
Autres	846	1 497	77,0	3 818	5 080	33,1
Total	4 201	5 381	28,1	18 445	20 147	9,2
Total des paiements de transfert	11 812	19 310	63,5	90 226	100 794	11,7
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	20	0	-100,0	1,074	1,045	-2,7
Société canadienne d'hypothèques et de logement	205	190	-7,3	2,065	2,045	-1,0
Autres	166	283	70,5	2,125	2,113	-0,6
Total	391	473	21,0	5,264	5,203	-1,2
Défense	1 919	1 583	-17,5	12,274	12,962	5,6
Tous les autres ministères et organismes	2 854	3 179	11,4	31,450	33,995	8,1
Total des autres charges de programmes	5 164	5 235	1,4	48 988	52 160	6,5
Total des charges de programmes	16 976	24 545	44,6	139 214	152 954	9,9
Frais de la dette publique	2 896	2 687	-7,2	35 633	34 122	-4,2
Total des charges budgétaires	19 872	27 232	37,0	174 847	187 076	7,0

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Mars		D'avril à mars	
	2004	2005	2003-2004	2004-2005
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-3 179	-9 455	8 798	9 766
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-137	-861	-1 800	-2 263
Autres activités d'investissement	-4	-1 033	-2 483	-3 048
Comptes de pension et autres comptes	970	228	2 224	-3 228
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	3 352	5 305	-8 618	-3 324
Opérations de change	1 793	1 517	4 219	3 441
Amortissement des immobilisations corporelles	295	501	3 018	3 317
Total des autres activités	5 440	7 323	-1 381	3 434
Total des opérations non budgétaires	6 269	5 657	-3 440	-5 105
Ressources ou besoins financiers nets	3 090	-3 798	5 358	4 661

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Mars		D'avril à mars	
	2004	2005	2003-2004	2004-2005
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	3 090	-3 798	5 358	4 661
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	1 921	1 348	-9 307	-12 288
Bons du Trésor	6 700	11 500	8 800	13 800
Obligations d'épargne du Canada	-15	-83	-1 680	-2 244
Autres	-34	-6	57	-35
Total	8 572	12 759	-2 130	-767
Emprunts en devises	-564	822	-597	-4 254
Total	8 008	13 581	-2 727	-5 021
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-30	66	-80	231
Variation nette dans les activités de financement	7 978	13 647	-2 807	-4 790
Variation dans l'encaisse	11 068	9 849	2 551	-129

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2004	31 mars 2005	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	79 964	75 909	-4 055
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	278 780	266 492	-12 288
Bons du Trésor	113 378	127 178	13 800
Obligations d'épargne du Canada	21 330	19 086	-2 244
Autres	3 427	3 392	-35
Total partiel	416 915	416 148	-767
Payable en devises	20 542	16 288	-4 254
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 774	3 005	231
Total de la dette non échue	440 231	435 441	-4 790
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	127 560	129 430	1 870
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	39 367	39 675	308
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	7 483	2 763	-4 720
Autres comptes de pension et autres comptes	6 488	5 802	-686
Total des comptes de pension et autres comptes	180 898	177 670	-3 228
Total de la dette portant intérêt	621 129	613 111	-8 018
Total du passif	701 093	689 020	-12 073
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	70 922	70 062	-860
Comptes d'opérations de change	44 312	40 871	-3 441
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	29 548	32 596	3 048
Total des actifs financiers	144 782	143 529	-1 253
Dette nette	556 311	545 491	-10 820
Actifs non financiers	54 817	53 763	-1 054
Dette fédérale (déficit accumulé)	501 494	491 728	-9 766

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Mai 2005

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Avril 2005 : excédent budgétaire de 2,2 milliards de dollars

Un excédent budgétaire de 2,2 milliards de dollars a été dégagé en avril 2005, en hausse par rapport à celui de 0,8 milliard enregistré en avril 2004. Cette amélioration du solde budgétaire d'une année sur l'autre est attribuable à la hausse des revenus budgétaires, qui ont progressé de 2,3 milliards de dollars, ou 14,9 %, principalement en raison d'une forte poussée des revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et de l'impôt des sociétés. Les frais de la dette publique ont légèrement fléchi, tandis que les charges de programmes ont augmenté de 1,0 milliard de dollars, ou 8,6 %, principalement sous l'effet de mesures énoncées dans les budgets antérieurs.

Mai 2005 : excédent budgétaire de 0,9 milliard de dollars

Un excédent budgétaire de 0,9 milliard de dollars a été enregistré en mai 2005, en baisse par rapport à 1,0 milliard en mai 2004. D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires ont augmenté de 1,1 milliard, tandis que les charges de programmes ont augmenté de 1,3 milliard. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard pour s'établir à 2,9 milliards.

Avril et mai 2005 : excédent budgétaire de 3,1 milliards de dollars

L'excédent budgétaire des deux premiers mois de l'exercice 2005-2006 (avril et mai) est évalué à 3,1 milliards de dollars, soit 1,3 milliard de plus que l'excédent de 1,8 milliard enregistré au cours de la même période en 2004-2005. Les revenus budgétaires ont progressé de 3,4 milliards, ou 11,2 %, en grande partie en raison de la vigueur des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et sur l'impôt des sociétés. Les charges de programmes ont progressé de 2,3 milliards, ou 10,0 %, principalement sous l'effet de mesures prévues dans des budgets antérieurs qui ont influé sur les transferts aux provinces et aux territoires. Les frais de la dette publique ont reculé de 0,2 milliard pour se fixer à 5,7 milliards.

Avril et mai 2005 : résultats budgétaires

Au cours des deux premiers mois de 2005-2006, on a enregistré un excédent budgétaire de 3,1 milliards de dollars, soit 1,3 milliard de plus que l'excédent de 1,8 milliard dégagé à la même période en 2004-2005.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires ont progressé de 3,4 milliards, ou 11,2 %, pour totaliser 33,8 milliards. Cette hausse est principalement attribuable à la poussée des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et sur l'impôt des sociétés.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,1 milliard de dollars, ou 7,7 %, en avril et en mai, sous l'effet de fortes retenues à la source attribuables à la hausse de l'emploi et des traitements et salaires au cours de la période.
- Les revenus au titre de l'impôt des sociétés ont augmenté de 1,3 milliard. Les résultats jusqu'en mai reflètent en grande partie la procédure de versement, en vertu de laquelle les sociétés sont tenues de verser des acomptes provisionnels mensuels en fonction de l'impôt à payer au cours de la dernière année d'imposition ou d'une estimation de l'impôt de l'année en cours. Les paiements insuffisants au titre de l'impôt des sociétés à payer pour l'exercice en cours sont comblés dans les 60 jours suivant la fin de l'année d'imposition des sociétés sous forme de règlement à la fin de l'exercice. Puisque les règlements ont augmenté au cours des trois derniers mois de 2004-2005 (période de règlement correspondant à la fin de l'exercice dans le cas des sociétés dont l'année d'imposition prenait fin le 31 décembre 2004), les versements mensuels d'impôt des sociétés entre avril et

décembre 2004 ont été sous-estimés. Par conséquent, le taux de croissance des versements d'impôt des sociétés en avril et en mai 2005, qui tiennent maintenant compte de l'augmentation de l'impôt à payer au cours de l'année d'imposition 2004, est plus élevé que si les versements d'impôt l'an dernier avaient correspondu à l'impôt à payer au cours de toute l'année. Ainsi, l'augmentation des rentrées d'impôt des sociétés en avril et en mai par rapport à la même période l'an dernier surestime la croissance sous-jacente des revenus d'impôt des sociétés.

- Les revenus tirés des taxes et des droits d'accise ont augmenté de 0,9 milliard de dollars, ou 12,6 %. Les revenus de la taxe sur les produits et services ont grimpé de 0,7 milliard, ou 13,5 %. Les droits de douane à l'importation et les taxes de vente et d'accise ont marqué une hausse individuelle de 0,1 milliard, tandis que le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien a reculé de 3 millions.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 2,8 %, car les gains au titre de l'emploi et des traitements et salaires ont largement compensé l'effet de la diminution du taux de cotisation, qui est passé de 1,98 $ par tranche de 100 $ de gains assurables en 2004 (taux salarial) à 1,95 $ en 2005.
- Les autres revenus ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 4,6 %. Cette catégorie affiche une tendance à la volatilité d'un mois à l'autre.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes engagées en avril et en mai ont augmenté de 2,3 milliards de dollars, ou 10,0 %, pour s'établir à 25,0 milliards. Ces résultats sont principalement attribuables à l'augmentation des transferts au titre des accords conclus par les premiers ministres en 2004 sur les soins de santé, la péréquation et la formule de financement des territoires.

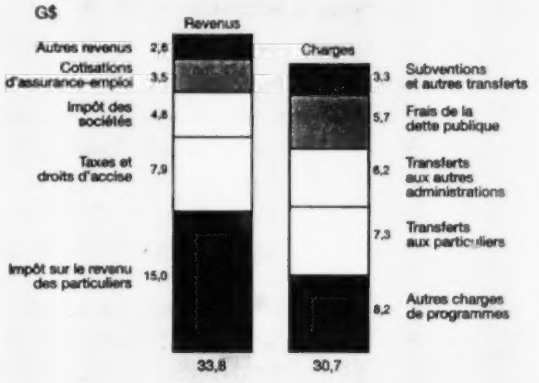
Les paiements de transfert ont augmenté de 2,0 milliards de dollars, ou 13,6 %.

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 155 millions de dollars, ou 2,2 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 5,1 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont fléchi de 2,9 % en raison d'une diminution des prestations régulières attribuable à l'amélioration du marché du travail.
- Les transferts aux autres administrations ont connu une hausse de 1,1 milliard de dollars, ou 22,3 %, en raison de la majoration des transferts pour la santé et les autres programmes sociaux et d'une hausse des transferts fiscaux aux termes des accords conclus par les premiers ministres en 2004 sur les soins de santé, la péréquation et la formule de financement de territoires.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 719 millions de dollars, ou 28,3 %, surtout en raison de la périodicité des versements et de mesures prévues dans les budgets antérieurs. Cette composante est volatile d'un mois à l'autre.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 261 millions de dollars, ou 3,3 %, les charges plus faibles reliées aux sociétés d'État et à la défense étant largement compensées par la hausse des charges reliées aux autres ministères et organismes. Les charges liées à la défense ont diminué de 85 millions de dollars, ou 4,9 %, tandis que les charges de programmes de tous les autres ministères et organismes ont augmenté de 351 millions, ou 6,8 %. Les transferts aux sociétés d'État ont légèrement fléchi de 5 millions, ou 0,5 %.

Les frais de la dette publique ont diminué de 153 millions de dollars, principalement sous l'effet d'une baisse de l'encours de la dette portant intérêt.

Revenus et charges
(avril et mai 2005)



Besoins financiers de 1,8 milliard de dollars en avril et en mai 2005

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État (par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances), des comptes de pension et autres comptes, ainsi que ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

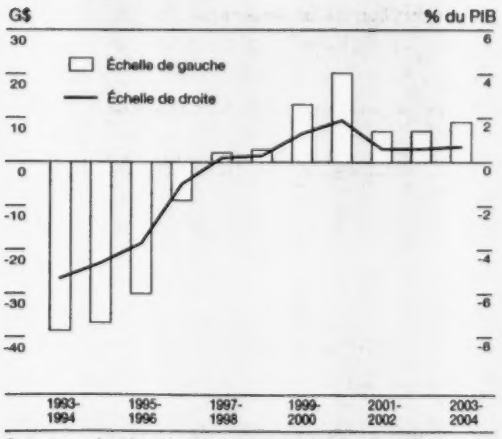
Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 5,0 milliards de dollars en avril et en mai 2005, en hausse de 0,5 milliard par rapport à des besoins de 4,5 milliards de dollars pour la même période en 2004-2005. Historiquement, les besoins sont importants au premier semestre de l'exercice en raison des remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers et de certaines obligations constatées dans les résultats budgétaires d'exercices antérieurs.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 3,1 milliards de dollars et de besoins nets de 5,0 milliards pour les opérations non budgétaires, les besoins financiers se sont élevés à 1,8 milliard au cours des deux premiers mois de 2005-2006, comparativement à des besoins de 2,7 milliards au cours de la même période en 2004-2005.

Activités nettes de financement en baisse de 4,4 milliards de dollars

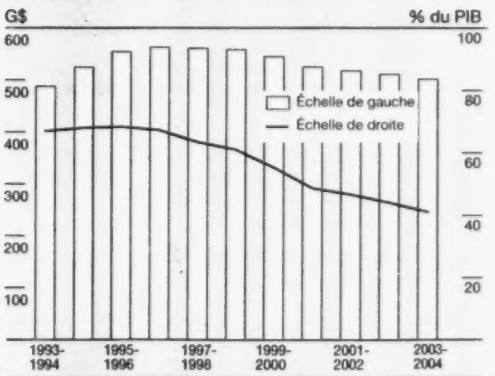
Le gouvernement a freiné ses activités nettes de financement dans une proportion de 4,4 milliards de dollars en avril et en mai 2005 en réduisant ses soldes de trésorerie. Le niveau mensuel de ces soldes varie en fonction de différents facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin de mai s'élevaient à 10,9 milliards de dollars.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Avril		Mai		Avril et mai	
	2004	2005	2004	2005	2004-2005	2005-2006
			(M$)			
Opérations budgétaires						
Revenus	15 178	17 447	15 211	16 359	30 388	33 806
Charges						
Charges de programmes	-11 507	-12 497	-11 253	-12 532	-22 760	-25 029
Frais de la dette publique	-2 856	-2 778	-2 968	-2 893	-5 824	-5 671
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	815	2 172	990	934	1 804	3 106
Opérations non budgétaires	-4 882	-7 264	385	2 312	-4 497	-4 952
Ressources ou besoins financiers	-4 067	-5 092	1 375	3 246	-2 693	-1 846
Variation nette dans les activités de financement	-7 914	-8 099	9 028	3 703	1 114	-4 396
Variation nette dans l'encaisse	-11 981	-13 191	10 403	-6 949	-1 579	-6 242
Encaisse à la fin de la période					15 747	10 878

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Avril		Mai		Avril et mai	
	2004	2005	2004	2005	2004-2005	2005-2006
			(M$)			
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 992	7 986	6 925	7 007	13 916	14 993
Impôt sur le revenu des sociétés	1 481	2 404	2 095	2 440	3 577	4 844
Autres impôts sur le revenu	247	234	321	340	568	574
Total des impôts sur le revenu	8 720	10 624	9 341	9 787	18 061	20 411
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 788	2 919	2 332	2 893	5 120	5 812
Droits de douane à l'importation	235	242	227	273	462	514
Taxes de vente et d'accise	758	749	652	807	1 410	1 557
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	38	33	27	29	65	62
Total des taxes et droits d'accise	3 819	3 943	3 238	4 002	7 057	7 945
Total des revenus fiscaux	12 539	14 567	.2 579	13 789	25 118	28 356
Cotisations d'assurance-emploi	1 697	1 754	1 671	1 707	3 368	3 461
Autres revenus	942	1 126	961	863	1 902	1 989
Total des revenus budgétaires	15 178	17 447	15 211	16 359	30 388	33 806

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3

Charges budgétaires

	Avril		Mai		Avril et mai	
	2004	2005	2004	2005	2004-2005	2005-2006
			(M$)			
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 281	2 402	2 286	2 396	4 567	4 798
Prestations d'assurance-emploi	1 390	1 160	1 213	1 366	2 602	2 526
Total	3 671	3 562	3 499	3 762	7 169	7 324
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 054	1 584	1 054	1 583	2 108	3 167
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	652	686	652	685	1 304	1 371
Transfert visant la réforme des soins de santé	125	0	125	0	250	0
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	8	0	8	0	16	0
Transferts fiscaux	815	949	1 087	1 228	1 902	2 178
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-253	-254	-253	-254	-506	-508
Total	2 401	2 965	2 673	3 242	5 074	6 208
Subventions et autres transferts						
Agriculture	12	70	47	275	59	345
Affaires étrangères	171	267	164	126	335	393
Santé	128	103	159	171	286	274
Développement des ressources humaines	148	115	155	100	303	215
Affaires indiennes et du Nord	630	674	299	296	929	970
Industrie et développement régional	116	119	108	88	225	207
Autres	216	490	191	369	407	859
Total	1 421	1 838	1 123	1 425	2 544	3 263
Total des paiements de transfert	7 493	8 365	7 295	8 429	14 787	16 795
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	212	205	87	75	299	280
Société canadienne d'hypothèques et de logement	144	149	216	219	360	368
Autres	285	214	108	185	392	398
Total	641	568	411	479	1 051	1 046
Défense	709	809	1 031	847	1 741	1 656
Tous les autres ministères et organismes	2 664	2 755	2 516	2 777	5 181	5 532
Total des autres charges de programmes	4 014	4 132	3 958	4 103	7 973	8 234
Total des charges de programmes	11 507	12 497	11 253	12 532	22 760	25 029
Frais de la dette publique	2 856	2 778	2 968	2 893	5 824	5 671
Total des charges budgétaires	14 363	15 275	14 221	15 425	28 584	30 700

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Avril		Mai		Avril et mai	
	2004	2005	2004	2005	2004-2005	2005-2006
			(M$)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	815	2 172	990	934	1 804	3 106
Opérations non budgétaires						
Activités d'investissement en immobilisations	144	108	-359	8	-215	116
Autres activités d'investissement	177	-463	-65	-15	112	-479
Comptes de pension et autres comptes	-550	-568	884	-253	334	-821
Autres activités						
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-5 537	-7 476	782	2 435	-4 755	-5 040
Opérations de change	611	878	-1 106	-105	-495	773
Amortissement des immobilisations corporelles	273	257	249	242	522	499
Total des autres activités	-4 653	-6 341	-75	2 572	-4 728	-3 768
Total des opérations non budgétaires	-4 882	-7 264	385	2 312	-4 497	-4 952
Ressources ou besoins financiers nets	-4 067	-5 092	1 375	3 246	-2 693	-1 846

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Avril		Mai		Avril et mai	
	2004	2005	2004	2005	2004-2005	2005-2006
			(M$)			
Ressources ou besoins financiers nets	-4 067	-5 092	1 375	3 246	-2 693	-1 846
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement						
Opérations de la dette non échue						
Emprunts en dollars canadiens						
Obligations négociables	-2 818	-1 109	4 974	2 776	2 156	1 667
Bons du Trésor	-3 800	-5 700	3 800	1 200	0	-4 500
Obligations d'épargne du Canada	-9	-61	-38	-78	-47	-139
Autres	-25	0	17	0	-8	0
Total	-6 652	-6 870	8 753	3 898	2 101	-2 972
Emprunts en devises	-1 249	-1 229	275	-195	-974	-1 424
Total	-7 901	-8 099	9 028	3 703	1 127	-4 396
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-13	0	0	0	-13	0
Variation nette dans les activités de financement	-7 914	-8 099	9 028	3 703	1 114	-4 396
Variation dans l'encaisse	-11 981	-13 191	10 403	6 949	-1 579	-6 242

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Août 2005

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Juin 2005 : excédent budgétaire de 1,7 milliard de dollars

Un excédent budgétaire de 1,7 milliard de dollars a été dégagé en juin 2005, en hausse de 0,6 milliard par rapport à celui de 1,1 milliard enregistré en juin 2004. Cet accroissement d'une année sur l'autre s'explique par la hausse des revenus, qui ont progressé de 1,9 milliard, ou 12,7 %, traduisant à la fois l'augmentation des assiettes fiscales et des facteurs chronologiques qui s'estomperont probablement au cours de l'exercice. Ces facteurs chronologiques se rapportent aux différences du calendrier de perception de l'impôt sur le revenu des particuliers entre 2004-2005 et 2005-2006, de même qu'à la faiblesse inhabituelle des revenus au titre de l'impôt des sociétés au début de 2004-2005. L'effet de cette hausse sur le solde budgétaire a été tempéré par l'augmentation des charges de programmes, qui ont grimpé de 1,3 milliard de dollars, ou 11,5 %, surtout en raison de l'accroissement des transferts aux provinces et aux territoires prévu par les accords de 2004 sur les soins de santé, de même que sur la péréquation et la formule de financement des territoires (FFT). Les frais de la dette publique n'ont que peu augmenté.

D'avril à juin 2005 : excédent budgétaire de 4,8 milliards de dollars

L'excédent budgétaire des trois premiers mois de l'exercice 2005-2006 (d'avril à juin) est estimé à 4,8 milliards de dollars, soit 1,9 milliard de plus que l'excédent de 2,9 milliards enregistré au cours de la même période l'an dernier. Les revenus budgétaires ont grimpé de 5,4 milliards, ou 11.8 %, toutes les principales composantes étant en hausse. Comme on l'a vu, cette augmentation est notamment imputable à des facteurs chronologiques qui devraient s'estomper au cours de l'exercice. Les charges de programmes ont augmenté de 3,6 milliards de dollars, ou 10,6 %, surtout en raison de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires au titre des soins de santé, de la péréquation et de la FFT. Les frais de la dette publique ont légèrement diminué.

Juin 2005 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire de juin 2005, soit 1,7 milliard de dollars, était en hausse de 0,6 milliard par rapport à celui de juin 2004.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires, qui se sont établis à 17,1 milliards de dollars, ont augmenté de 1,9 milliard, ou 12,7 %. Cela traduit principalement la forte progression, d'une année sur l'autre, des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et d'impôt des sociétés attribuable à l'augmentation sensible des assiettes fiscales et à des facteurs chronologiques, qui devraient s'estomper au cours de l'exercice.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,8 milliard, ou 12,0 %, surtout en raison de la forte hausse des retenues à la source. Cela est nettement plus élevé que la hausse estimative des traitements et des salaires de 2,5 à 3 %, ce qui signifie qu'une partie de l'augmentation, d'une année sur l'autre, des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers traduit probablement des écarts du calendrier de perception entre les exercices 2004-2005 et 2005-2006. Cette situation devrait être corrigée d'ici quelques mois.

La revue financière

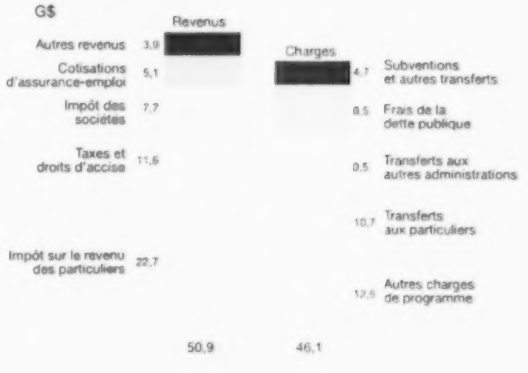
- Les revenus au titre de l'impôt des sociétés ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 33,5 %, soit au-delà de deux fois plus que les bénéfices des sociétés. Cette différence peut s'expliquer par la procédure de remise selon laquelle les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'après l'impôt à payer de l'année précédente ou une estimation de l'impôt à payer de l'année, et les règlements doivent être effectués dans les 60 jours suivant la fin de leur année d'imposition. En 2004-2005, la plupart des sociétés ont calculé leurs acomptes d'après l'impôt à payer en 2003. Cependant, les bénéfices ont grimpé de presque 20 % en 2004, ce qui a donné lieu à d'importants règlements au dernier trimestre de 2004-2005. Comme les acomptes mensuels reposent maintenant sur l'impôt à payer en 2004, la hausse d'une année sur l'autre surestime la progression sous-jacente des revenus au titre de l'impôt des sociétés. Cette situation sera corrigée lors de la perception des paiements de règlement à la fin de l'exercice.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont augmenté de 246 millions de dollars, ou 7,5 %. Les revenus de la taxe sur les produits et services (TPS) ont progressé de 218 millions, ou 10,1 %, traduisant la forte poussée de la TPS sur les importations. Les droits de douane à l'importation ont nettement augmenté, tandis que les taxes de vente et d'accise ont diminué. Les revenus tirés du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont reculé, par suite des baisses annoncées dans le budget de 2005.
- Les revenus provenant des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement augmenté, car la baisse des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales pour 2005 s'élève à 1,95 $ par tranche de 100 $ de gains assurables comparativement à 1,98 $ en 2004) a plus que contrebalancé la progression de l'emploi et donc du nombre de personnes versant des cotisations.
- Les autres revenus, c'est-à-dire ceux provenant des sociétés d'État, de la vente de produits et services et des opérations de change, ont légèrement augmenté.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes engagées en juin 2005 ont été de 12,5 milliards de dollars, en hausse de 1,3 milliard de dollars, ou 11,5 %, par rapport à celles de juin 2004, surtout en raison de paiements de transfert plus élevés découlant des accords conclus par les premiers ministres en 2004 sur les soins de santé, la péréquation et la FFT.

Les paiements de transfert ont augmenté de 1,0 milliard de dollars, ou 13,2 %.

- Les principaux transferts aux particuliers, soit les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont grimpé de 99 millions de dollars ou 3,0 %, d'une année sur l'autre. Les prestations aux aînés ont augmenté de 5,1 % en raison de la hausse des prestations moyennes, qui s'est produite sous l'effet de l'augmentation du taux d'inflation au début de 2005 et d'une recrudescence du nombre de personnes admissibles à ces prestations. Les prestations d'assurance-emploi ont reculé de 1,8 %, surtout en raison de la baisse des prestations régulières attribuable à l'amélioration du marché du travail.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de

Revenus et charges
(d'avril à juin 2005)



santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont progressé de 0,8 milliard de dollars, ou 31,7 %. La hausse des transferts fédéraux pour la santé et les autres programmes sociaux traduisait le financement accru aux termes de l'accord de 2004 sur les soins de santé. Les transferts entre administrations se composent de la péréquation, des paiements aux gouvernements territoriaux, des subventions législatives et du recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes. Au total, d'une année sur l'autre, ces transferts ont grimpé de 39,7 %, reflétant le nouveau cadre pour la péréquation et la FFT annoncé en octobre 2004.

- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 3,6 %.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou 8,3 %, traduisant la hausse des coûts de fonctionnement et l'effet de mesures budgétaires antérieures. Cette composante est assez volatile au cours des premiers mois de l'exercice, ce qui reflète le calendrier des paiements et l'entrée en vigueur des mesures budgétaires.

Solde budgétaire

Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Les frais de la dette publique sont demeurés pratiquement inchangés puisque les changements de la composition de la dette portant intérêt ont compensé l'effet d'une baisse de l'encours de cette dette.

D'avril à juin 2005 : résultats budgétaires

Au cours des trois premiers mois de l'exercice 2005-2006, on a enregistré un excédent budgétaire de 4,8 milliards de dollars, soit 1,9 milliard de plus que l'excédent de 2,9 milliards constaté pour la période correspondante de 2004-2005.

Les revenus budgétaires ont atteint 50,9 milliards de dollars, en hausse de 5,4 milliards, ou 11,8 %, en raison de la forte expansion des assiettes fiscales et de facteurs chronologiques.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,9 milliard de dollars, ou 9,2 %. L'augmentation d'une année sur l'autre s'explique principalement par la forte croissance des retenues à la source sur les revenus d'emploi, ce qui traduit, en partie, les gains importants constatés dans l'emploi au cours des 12 derniers mois. On estime que les traitements et salaires ont progressé de 2,5 à 3 % au cours de cette période. L'écart de croissance entre les revenus et l'assiette traduit principalement le calendrier de perception.

Dette fédérale (déficit accumulé)

Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

- Les revenus au titre de l'impôt des sociétés ont augmenté de 2,0 milliards de dollars, ou 34,7 %, soit au-delà de deux fois plus que les bénéfices des sociétés. Comme on l'a vu, cette différence peut découler en partie de la procédure de remise, dont l'effet s'estompera vers la fin de l'exercice.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont grimpé de 1,1 milliard de dollars, ou 11,0 %. Les rentrées de TPS ont augmenté de 0,9 milliard, ou 12,5 %, par suite d'une augmentation des recettes brutes tirées des importations et des ventes intérieures, et d'une légère baisse des remboursements. Les taxes de vente et d'accise ont progressé de 5,0 %, tandis que les revenus du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont diminué de 6,3 %.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 2,7 % étant donné que l'augmentation du nombre de personnes détenant un emploi a plus que compensé la réduction des taux de cotisation.
- Les autres revenus ont augmenté de 6,1 %.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes pour la période d'avril à juin 2005, qui s'élèvent à 37,5 milliards de dollars, affichent une hausse de 3,6 milliards, ou 10,6 %, par rapport à la période correspondante de 2004-2005, la majeure partie de cette augmentation découlant des transferts accrus aux provinces et aux territoires pour la santé, la péréquation et la FFT. Les frais de la dette publique ont reculé de 0,1 milliard de dollars.

Les paiements de transfert, qui équivalaient à près de deux tiers des charges totales des programmes, ont augmenté de 3,0 milliards de dollars, ou 13,4 %.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 2,4 %. Les prestations aux aînés ont grimpé de 5,1 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 2,6 %. Au chapitre de l'assurance-emploi, les prestations ordinaires ont diminué en raison de l'amélioration de la situation sur le marché du travail, tandis que les prestations spéciales, notamment les prestations de maladie, de maternité et de paternité ont augmenté.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,9 milliard de dollars, ou 25,5 %, ce qui traduit l'effet de l'accord de 2004 sur les soins de santé et du nouveau cadre pour la péréquation et la FFT.
- Les subventions et les autres transferts ont grimpé de 19,6 % sous l'effet de mesures budgétaires antérieures.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 5,4 %, alors que la baisse, d'une année sur l'autre, des charges liées aux sociétés d'État a été plus que compensée par l'accroissement des dépenses de fonctionnement des ministères.

La diminution des frais de la dette publique résulte de la baisse de l'encours de la dette portant intérêt.

Besoins financiers de 5,4 milliards de dollars d'avril à juin 2005

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État (par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances), ainsi que ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 10,2 milliards de dollars d'avril à juin 2005, en légère hausse par rapport aux besoins constatés pour la même période en 2004-2005.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 4,8 milliards de dollars et de besoins nets de 10,2 milliards pour les opérations non budgétaires, les besoins financiers se sont élevés à 5,4 milliards au cours des trois premiers mois de 2005-2006, en baisse de 1,8 milliard par rapport à la même période l'an dernier.

Activités nettes de financement en baisse de 8,3 milliards de dollars

À la fin de juin 2005, le gouvernement a réduit de 8,3 milliards de dollars sa dette détenue sur les marchés, toutes les composantes étant en baisse.

Pour couvrir les besoins financiers de 5,4 milliards de dollars et la réduction de la dette détenue sur les marchés, le gouvernement a réduit ses soldes de trésorerie de 13,7 milliards. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie s'élevaient à 3,4 milliards de dollars à la fin de juin.

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Juin		D'avril à juin	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	15 144	17 060	45 499	50 880
Charges				
Charges de programmes	-11 205	-12 490	-33 932	-37 535
Frais de la dette publique	-2 842	-2 845	-8 666	-8 517
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 097	1 725	2 901	4 828
Opérations non budgétaires	-5 587	-5 280	-10 085	-10 235
Ressources ou besoins financiers	-4 490	-3 555	-7 184	-5 407
Variation nette dans les activités de financement	-8 918	-3 881	-7 803	-8 277
Variation nette dans l'encaisse	-13 408	-7 436	-14 987	-13 684
Encaisse à la fin de la période			2 264	3 441

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Juin			D'avril à juin		
	2004	2005	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 894	7 722	12,0	20 810	22 716	9,2
Impôt sur le revenu des sociétés	2 125	2 836	33,5	5 702	7 680	34,7
Autres impôts sur le revenu	267	313	17,2	835	887	6,2
Total des impôts sur le revenu	9 286	10 871	17,1	27 347	31 283	14,4
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 165	2 383	10,1	7 285	8 195	12,5
Droits de douane à l'importation	216	282	30,6	677	797	17,7
Taxes de vente et d'accise	881	846	-4,0	2 290	2 404	5,0
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	31	28	-9,7	96	90	-6,3
Total des taxes et droits d'accise	3 293	3 539	7,5	10 348	11 486	11,0
Total des revenus fiscaux	12 579	14 410	14,6	37 695	42 769	13,5
Cotisations d'assurance-emploi	1 603	1 645	2,6	4 971	5 105	2,7
Autres revenus	962	1 005	4,5	2 833	3 006	6,1
Total des revenus budgétaires	15 144	17 060	12,7	45 499	50 880	11,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3

Charges budgétaires

	Juin			D'avril à juin		
	2004	2005	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 288	2 405	5,1	6 855	7 203	5,1
Prestations d'assurance-emploi	1 013	995	-1,8	3 615	3 520	-2,6
Total	3 301	3 400	3,0	10 470	10 723	2,4
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 054	1 583		3 163	4 750	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	652	685		1 956	2 056	
Transfert visant la réforme des soins de santé	125	0		375	0	
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	8	0		25	0	
Total	1 839	2 268	23,3	5 519	6 806	23,3
Transferts fiscaux	945	1 320	39,7	2 846	3 498	22,9
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-253	-254	0,4	-759	-761	0,3
Total	2 531	3 334	31,7	7 606	9 543	25,5
Subventions et autres transferts						
Agriculture	65	103	58,5	124	448	261,3
Affaires étrangères	241	114	-52,7	576	507	-12,0
Santé	89	136	52,8	375	410	9,3
Développement des ressources humaines	100	75	-25,0	404	291	-28,0
Affaires indiennes et du Nord	283	360	27,2	1 212	1 330	9,7
Industrie et développement régional	139	221	59,0	363	428	17,9
Autres	447	404	-9,6	859	1 265	47,3
Total	1 364	1 413	3,6	3 913	4 679	19,6
Total des paiements de transfert	7 196	8 147	13,2	21 989	24 945	13,4
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	67	75	11,9	366	355	-3,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	195	150	-23,1	555	518	-6,7
Autres	184	122	-33,7	578	522	-9,7
Total	446	347	-22,2	1 499	1 395	-6,9
Défense	906	1 222	34,9	2 649	2 878	8,6
Tous les autres ministères et organismes	2 657	2 774	4,4	7 795	8 317	6,7
Total des autres charges de programmes	4 009	4 343	8,3	11 943	12 590	5,4
Total des charges de programmes	11 205	12 490	11,5	33 932	37 535	10,6
Frais de la dette publique	2 842	2 845	0,1	8 666	8 517	-1,7
Total des charges budgétaires	14 047	15 335	9,2	42 598	46 052	8,1

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Juin		D'avril à juin	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 097	1 725	2 901	4 828
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-37	-275	-254	-159
Autres activités d'investissement	-204	-257	-92	-735
Comptes de pension et autres comptes	-5	-112	330	-936
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-6 238	-4 684	-10 992	-9 725
Opérations de change	671	-184	175	589
Amortissement des immobilisations corporelles	226	232	748	731
Total des autres activités	-5 341	-4 636	-10 069	-8 405
Total des opérations non budgétaires	-5 587	-5 280	-10 085	-10 235
Ressources ou besoins financiers nets	-4 490	-3 555	-7 184	-5 407

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Juin		D'avril à juin	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	-4 490	-3 555	-7 184	-5 407
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-9 867	-3 303	-7 710	-1 636
Bons du Trésor	800	-400	800	-4 900
Obligations d'épargne du Canada	-75	-81	-122	-220
Autres	-6	-139	-14	-139
Total	-9 148	-3 923	-7 046	-6 895
Emprunts en devises	231	44	-743	-1 380
Total	-8 917	-3 879	-7 789	-8 275
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-1	-2	-14	-2
Variation nette dans les activités de financement	-8 918	-3 881	-7 803	-8 277
Variation dans l'encaisse	-13 408	-7 436	-14 987	-13 684

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Août 2005

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Juillet 2005 : excédent budgétaire de 2,3 milliards de dollars

Un excédent budgétaire de 2,3 milliards de dollars a été dégagé en juillet 2005, soit 0,9 milliard de plus que l'excédent de 1,4 milliard enregistré en juillet 2004. Cette amélioration du solde budgétaire d'une année sur l'autre est attribuable à la croissance des revenus, qui ont augmenté de 1,7 milliard, ou 10,4 %, par rapport à la même période l'an dernier. Les charges de programmes ont augmenté de 1,0 milliard, ou 9,0 %, surtout en raison de paiements de transfert plus élevés, particulièrement dans le cas des transferts aux provinces et aux territoires en vertu des ententes de 2004 sur les soins de santé, de même que sur la péréquation et la formule de financement des territoires (FFT). Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard.

D'avril à juillet 2005 : excédent budgétaire de 7,1 milliards de dollars

Pour les quatre premiers mois de l'exercice 2005-2006 (d'avril à juillet), l'excédent budgétaire est estimé à 7,1 milliards de dollars, en hausse de 2,8 milliards par rapport à l'excédent de 4,3 milliards enregistré pendant la même période l'an dernier.

Les revenus budgétaires se sont accrus de 7,1 milliards, ou 11,5 %, par suite de la nette progression des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés. La hausse marquée, d'une année sur l'autre, des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers s'explique par l'augmentation des retenues à la source sur les revenus d'emploi, qui représente actuellement près du double de l'accroissement estimatif des traitements et salaires. La hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés s'explique en partie par des facteurs chronologiques liés à la méthode de calcul des versements, dont l'effet s'estompera au fil de l'exercice. Les charges de programmes ont augmenté de 4,6 milliards, ou 10,2 %, surtout en raison de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires en ce qui concerne les soins de santé ainsi que la péréquation et la FFT. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard.

Les résultats financiers mensuels pour la première partie de l'exercice sont variables. Il faut les utiliser avec prudence pour projeter les résultats de l'ensemble de l'exercice. Une mise à jour complète des perspectives financières pour 2005-2006 et les exercices suivants sera fournie plus tard cet automne.

Juillet 2005

L'excédent budgétaire de juillet 2005 est de 2,3 milliards de dollars, en hausse de 0,9 milliard par rapport à celui de juillet 2004, qui se chiffrait à 1,4 milliard.

Les revenus budgétaires totalisent 17,7 milliards de dollars. Ils ont augmenté de 1,7 milliard, ou 10,4 %, par rapport à juillet 2004, surtout en raison de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,1 milliard de dollars, ou 14,5 %, en raison de la forte hausse des retenues à la source sur les revenus d'emploi.
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 5,2 %, par suite de la hausse soutenue des bénéfices.

- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 225 millions de dollars, ou 5,6 %. Les revenus provenant de la taxe sur les produits et services (TPS) ont diminué de 0,3 %, en raison de l'augmentation des remboursements. Les droits de douane à l'importation ont baissé de 68 millions, tandis que les taxes de vente et d'accise ont diminué de 144 millions. Les revenus provenant du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont baissé de 4 millions, par suite de la réduction du taux du droit annoncée dans le budget de 2005.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont légèrement diminué, de 0,4 %.
- Les autres revenus, c'est-à-dire ceux provenant des sociétés d'État, de la vente de produits et services et des opérations de change, ont augmenté de 553 millions de dollars, ou 59,7 %. Ces revenus varient beaucoup d'un mois à l'autre.

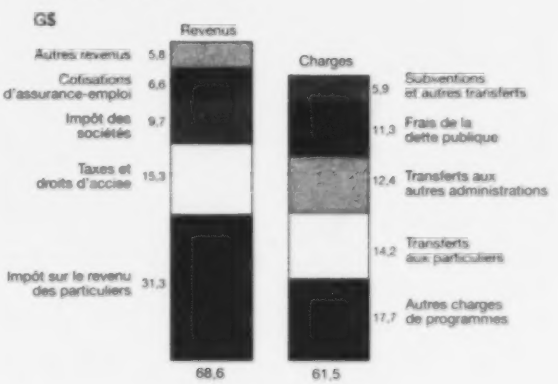
En juillet 2005, les charges de programmes ont totalisé 12,6 milliards de dollars. Elles étaient en hausse de 1,0 milliard, ou 9,0 %, par rapport à juillet 2004, surtout en raison de la hausse des paiements de transfert.

Les paiements de transfert aux augmenté de 0,6 milliard de dollars, ou 8,1 %.

- Les principaux transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté de 224 millions de dollars, ou 6,9 %, d'une année sur l'autre. Les prestations aux aînés se sont accrues de 4,3 % en raison de la hausse des prestations moyennes et du nombre de personnes admissibles. Les prestations d'assurance-emploi ont grimpé de 12,8 %, surtout en raison de la hausse des prestations spéciales, comme les prestations de maladie et les prestations parentales, ce qui reflète des différences dans le calendrier des paiements entre juillet 2005 et juillet 2004.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont progressé de 0,3 milliard de dollars, ou 12,2 %. La hausse des transferts fédéraux pour la santé et les autres programmes sociaux est attribuable au financement accru prévu par l'accord de 2004 sur les soins de santé.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 2,8 %.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, ou 10,2 %, en raison de la hausse des coûts de fonctionnement et de l'impact de mesures budgétaires antérieures. Cette composante varie beaucoup d'un mois à l'autre, en raison du calendrier des paiements et de l'entrée en vigueur des mesures budgétaires.

Revenus et charges
(d'avril à juillet 2005)



Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard de dollars, ou 7,6 %, par suite de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

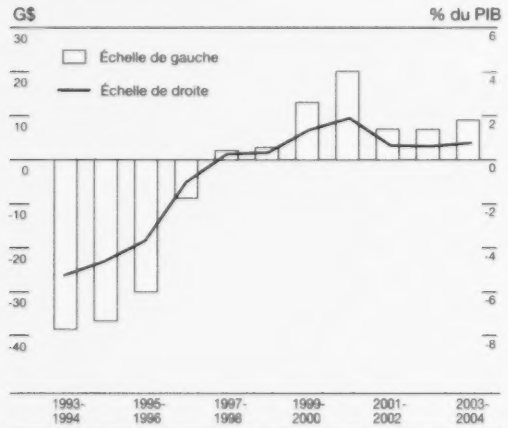
D'avril à juillet 2005

Au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2005-2006, l'excédent budgétaire a été de 7,1 milliards de dollars, soit 2,8 milliards de plus que l'excédent de 4,3 milliards constaté pour la période correspondante de 2004-2005.

Les revenus budgétaires, qui se sont établis à 68,6 milliards de dollars, ont augmenté de 7,1 milliards, ou 11,5 %.

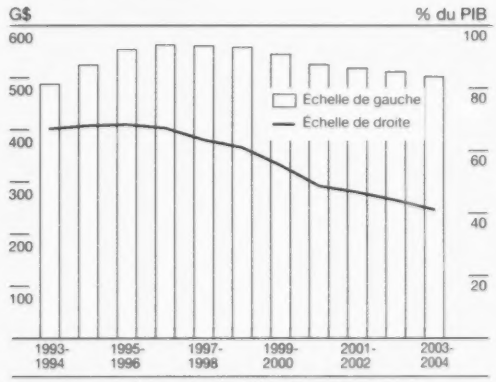
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,0 milliards de dollars, ou 10,6 %, ce qui dépasse largement la hausse des traitements et salaires, qui est estimée à environ 5 % pour la période. L'augmentation d'une année sur l'autre est largement attribuable à la croissance des retenues à la source sur les revenus d'emploi.
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés ont progressé de 2,1 milliards de dollars, ou 27,3 %, depuis un an, au-delà de deux fois plus que les bénéfices des sociétés. Cela est en partie attribuable à la méthode que les sociétés emploient pour calculer leurs acomptes provisionnels mensuels. Elles peuvent faire ce calcul d'après le montant réel de leur impôt à payer pour l'exercice précédent ou d'après une estimation de leur impôt à payer pour l'exercice courant, toute différence devant être versée dans les 60 jours suivant la fin de leur année d'imposition. En 2004-2005, la plupart des sociétés ont calculé leurs acomptes d'après leur impôt à payer en 2003. Cependant, les bénéfices ont grimpé de presque 20 % en 2004, ce qui a donné lieu à d'importants règlements au dernier trimestre de 2004-2005. Comme les acomptes provisionnels de 2005 reposent sur l'impôt à payer en 2004, alors que les acomptes versés jusqu'en juillet 2004 se fondaient sur l'impôt à payer en 2003, la croissance des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés depuis le début de l'exercice est plus importante que l'augmentation sous-jacente des revenus tirés de cet impôt. Cette croissance depuis le début de l'exercice s'estompera lorsque les paiements de règlement seront reçus, à la fin de l'exercice 2005-2006.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,9 milliard de dollars, ou 6,3 %. Les rentrées de TPS ont augmenté de 0,9 milliard, ou 9,0 %, ce qui est nettement supérieur à la croissance de l'assiette de cette taxe. Cette hausse découle d'une augmentation des rentrées brutes attribuables aux importations et aux ventes intérieures et d'une légère baisse des remboursements. Les taxes de vente et d'accise ont diminué de 0,9 % et les revenus provenant du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, de 8,4 %.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 2,0 %, car l'augmentation du nombre de personnes détenant un emploi a plus que compensé la réduction des taux de cotisation.
- Les autres revenus ont progressé de 19,4 %.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes pour la période d'avril à juillet 2005, qui s'élèvent à 50,2 milliards de dollars, affichent une hausse de 4,6 milliards, ou 10,2 %, par rapport à la période correspondante de 2004-2005. La majeure partie de cette augmentation découle de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires pour les soins de santé et pour la péréquation et la FFT. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard.

Les paiements de transfert, qui représentaient près des deux tiers des charges de programmes totales, ont augmenté de 3,5 milliards de dollars, ou 12,2 %.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 3,5 %. Les prestations aux aînés ont monté de 4,9 % et les prestations d'assurance-emploi, de 0,7 %. Au chapitre de l'assurance-emploi, les prestations ordinaires ont diminué, en raison de l'amélioration de la situation sur le marché du travail, tandis que les prestations spéciales ont augmenté.
- Les transferts à d'autres administrations ont augmenté de 2,2 milliards de dollars, ou 22,1 %, ce qui traduit l'impact de l'accord de 2004 sur les soins de santé et du nouveau cadre pour la péréquation et la FFT.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 15,6 %, par suite de la mise en œuvre de mesures budgétaires antérieures.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 6,8 %, en raison de la hausse des coûts de fonctionnement des ministères. Les charges des sociétés d'État sont demeurées pratiquement inchangées.

La baisse des frais de la dette publique découle de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Besoins financiers de 5,4 milliards de dollars d'avril à juillet 2005

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État (par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances), ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 12,5 milliards de dollars d'avril à juillet 2005, en hausse de 2,4 milliards par rapport aux besoins constatés pour la même période en 2004-2005. Cette augmentation découle du transfert de 2,8 milliards à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador aux termes des ententes sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 7,1 milliards de dollars et de besoins nets de 12,5 milliards pour les opérations non budgétaires, les besoins financiers se sont élevés à 5,4 milliards au cours des quatre premiers mois de 2005-2006, en baisse de 0,4 milliard par rapport à la même période l'an dernier.

Activités nettes de financement en baisse de 8,4 milliards de dollars

À la fin de juillet 2005, le gouvernement avait réduit de 8,4 milliards de dollars sa dette détenue sur les marchés, toutes les composantes étant en baisse. Pour couvrir les besoins financiers de 5,4 milliards et la réduction de la dette détenue sur les marchés, le gouvernement a réduit ses soldes de trésorerie de 13,8 milliards. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie s'élevaient à 3,4 milliards de dollars à la fin de juillet.

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Juillet		D'avril à juillet	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	16 051	17 715	61 552	68 602
Charges				
Charges de programmes	-11 598	-12 638	-45 532	-50 176
Frais de la dette publique	-3 031	-2 801	-11 696	-11 319
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 422	2 276	4 324	7 107
Opérations non budgétaires	-68	-2 272	-10 153	-12 508
Ressources ou besoins financiers	1 354	4	-5 829	-5 401
Variation nette dans les activités de financement	807	-84	-6 995	-8 361
Variation nette dans l'encaisse	2 161	-80	-12 824	-13 762
Encaisse à la fin de la période			4 425	3 361

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Juillet			D'avril à juillet		
	2004	2005	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 453	8 536	14,5	28 265	31 253	10,6
Impôt sur le revenu des sociétés	1 899	1 997	5,2	7 600	9 677	27,3
Autres impôts sur le revenu	266	427	60,5	1 101	1 315	19,4
Total des impôts sur le revenu	9 618	10 960	14, 0	36 966	42 245	14,3
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 728	2 719	-0,3	10 013	10 914	9,0
Droits de douane à l'importation	317	249	-21,5	995	1 046	5,1
Taxes de vente et d'accise	960	816	-15,0	3 250	3 221	-0,9
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	35	31	-11,4	131	120	-8,4
Total des taxes et droits d'accise	4 040	3 815	-5,6	14 389	15 301	6,3
Total des revenus fiscaux	13 658	14 775	8,2	51 355	57 546	12,1
Cotisations d'assurance-emploi	1 466	1 460	-0,4	6 438	6 566	2,0
Autres revenus	927	1 480	59,7	3 759	4 490	19,4
Total des revenus budgétaires	16 051	17 715	10,4	61 552	68 602	11,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3

Charges budgétaires

	Juillet			D'avril à juillet		
	2004	2005	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 273	2 371	4,3	9 127	9 574	4,9
Prestations d'assurance-emploi	981	1 107	12,8	4 597	4 628	0,7
Total	3 254	3 478	6,9	13 724	14 202	3,5
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 054	1 583		4 217	6 333	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	652	685		2 608	2 742	
Transfert visant la réforme des soins de santé	125	0		500	0	
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	0	0		25	0	
Total	1 831	2 268	23,9	7 350	9 075	23,5
Transferts fiscaux	943	831	-11,9	3 790	4 330	14,2
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-225	-239	6,2	-984	-1 001	1,7
Total	2 549	2 860	12,2	10 156	12 404	22,1
Subventions et autres transferts						
Agriculture	29	-55	-289,7	153	393	156,9
Affaires étrangères	151	173	14,6	727	680	-6,5
Santé	233	211	-9,4	608	621	2,1
Développement des ressources humaines	88	103	17,0	492	393	-20,1
Affaires indiennes et du Nord	340	316	-7,1	1 552	1 646	6,1
Industrie et développement régional	131	147	12,2	495	575	16,2
Autres	215	325	51,2	1 072	1 587	48,0
Total	1 187	1 220	2,8	5 099	5 895	15,6
Total des paiements de transfert	6 990	7 558	8,1	28 979	32 501	12,2
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	94	100	6,4	460	455	-1,1
Société canadienne d'hypothèques et de logement	170	186	9,4	725	704	-2,9
Autres	122	211	73,0	701	733	4,6
Total	386	497	28,8	1 886	1 892	0,3
Défense	1 120	1 566	39,8	3 768	4 444	17,9
Tous les autres ministères et organismes	3 102	3 017	-2,7	10 899	11 339	4,0
Total des autres charges de programmes	4 608	5 080	10,2	16 553	17 675	6,8
Total des charges de programmes	11 598	12 638	9,0	45 532	50 176	10,2
Frais de la dette publique	3 031	2 801	-7,6	11 696	11 319	-3,2
Total des charges budgétaires	14 629	15 439	5,5	57 228	61 495	7,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Juillet		D'avril à juillet	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 422	2 276	4 324	7 107
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-19	178	-272	19
Autres activités d'investissement	-264	-595	-356	-1 331
Comptes de pension et autres comptes	-636	-305	-307	-1 241
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	489	-3 491	-10 503	-13 216
Opérations de change	104	1 679	279	2 268
Amortissement des immobilisations corporelles	258	262	1 006	993
Total des autres activités	851	-1 550	-9 218	-9 955
Total des opérations non budgétaires	-68	-2 272	-10 153	-12 508
Ressources ou besoins financiers nets	1 354	4	-5 829	-5 401

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Juillet		D'avril à juillet	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	1 354	4	-5 829	-5 401
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	278	758	-7 432	-878
Bons du Trésor	1 000	1 300	1 800	-3 600
Obligations d'épargne du Canada	-61	-88	-183	-308
Autres	-5	-2	-19	-141
Total	1 212	1 968	-5 834	-4 927
Emprunts en devises	-391	-2 125	-1 133	-3 504
Total	821	-157	-6 967	-8 431
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-14	73	-28	70
Variation nette dans les activités de financement	807	-84	-6 995	-8 361
Variation dans l'encaisse	2 161	-80	-12 824	-13 762

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Septembre 2005

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Août 2005 : déficit budgétaire de 0,3 milliard de dollars

Un déficit budgétaire de 0,3 milliard de dollars a été constaté en août 2005, en comparaison de l'excédent de 0,3 milliard dégagé en août 2004. Cela s'explique en partie par un ralentissement de la croissance des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers et par une baisse des revenus nets provenant de la taxe sur les produits et services (TPS). Le total des revenus a augmenté de 0,4 milliard, ou 3,1 %. Les charges de programmes ont augmenté de 1,1 milliard, ou 10,1 %, surtout en raison de la hausse des paiements de transfert aux provinces et aux territoires prévue par les accords de 2004 sur les soins de santé ainsi que sur la péréquation et la formule de financement des territoires (FFT). Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard.

D'avril à août 2005 : excédent budgétaire de 6,8 milliards de dollars

Pour les cinq premiers mois de l'exercice 2005-2006 (d'avril à août), l'excédent budgétaire est estimé à 6,8 milliards de dollars, en hausse de 2,2 milliards par rapport à l'excédent de 4,6 milliards enregistré pendant la même période l'an dernier. Les revenus budgétaires se sont accrus de 7,5 milliards, ou 9,8 %, surtout en raison de la forte augmentation des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et d'impôt sur le revenu des sociétés. La hausse marquée, d'une année sur l'autre, des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers s'explique par l'augmentation des retenues à la source sur les revenus d'emploi. Quant à la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés, elle s'explique en partie par des facteurs chronologiques liés à la méthode de calcul des versements, dont l'effet s'estompera au fil de l'exercice. Les charges de programmes ont augmenté de 5,8 milliards, ou 10,2 %, surtout en raison de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires en ce qui concerne les soins de santé ainsi que la péréquation et la FFT. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard.

Les résultats financiers mensuels pour les cinq premiers mois de l'exercice portent sur une partie seulement de l'exercice. Il faut donc les utiliser avec prudence pour projeter les résultats de l'ensemble de l'exercice. Une mise à jour complète des perspectives financières pour 2005-2006 et les exercices suivants sera fournie plus tard cet automne.

Août 2005

Un déficit budgétaire de 0,3 milliard de dollars a été constaté en août 2005, par rapport à l'excédent de 0,3 milliard enregistré en août 2004.

Les revenus budgétaires totalisent 15,1 milliards de dollars. Ils ont augmenté de 0,4 milliard, ou 3,1 %, par rapport à août 2004, surtout en raison de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 2,9 %.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou 30,8 %, en raison de facteurs chronologiques liés aux modalités de versement.
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 56 millions de dollars, ou 1,4 %. Les revenus provenant de la TPS ont diminué de 3,6 %, en raison d'une augmentation des remboursements. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 23 millions, tandis que les taxes de vente et d'accise se sont accrues de 24 millions. Les revenus provenant

du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont légèrement augmenté.

- Les cotisations d'assurance-emploi ont légèrement diminué, de 0,9 %.
- Les autres revenus, c'est-à-dire ceux provenant des sociétés d'État, de la vente de produits et services et des opérations de change, ont diminué de 33 millions de dollars, ou 3,3 %. Ces revenus varient beaucoup d'un mois à l'autre.

En août 2005, les charges de programmes ont totalisé 12,5 milliards de dollars. Elles étaient en hausse de 1,1 milliard, ou 10,1 %, par rapport à août 2004, surtout en raison de la hausse des paiements de transfert.

Les paiements de transfert ont augmenté de 0,9 milliard de dollars, ou 12,7 %.

- Les principaux transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont diminué de 54 millions de dollars, ou 1,5 %, d'une année sur l'autre. Les prestations aux aînés ont augmenté de 4,1 %, en raison de la hausse du montant moyen des prestations et du nombre de personnes admissibles. Pour leur part, les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 11,1 %, surtout à cause d'une baisse des prestations régulières attribuable à des différences dans le calendrier des paiements entre août 2005 et août 2004.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont progressé de 0,6 milliard de dollars, ou 23,0 %. La hausse des transferts fédéraux pour la santé et les autres programmes sociaux ainsi qu'une augmentation des transferts fiscaux sont attribuables au financement accru prévu par les accords de 2004 sur les soins de santé ainsi que sur la péréquation et la FFT.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 38,7 %. Cette composante varie beaucoup d'un mois à l'autre, en raison du calendrier des paiements et de l'entrée en vigueur de mesures budgétaires antérieures.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 5,7 %, en raison de la hausse des coûts de fonctionnement et de l'impact de mesures budgétaires antérieures.

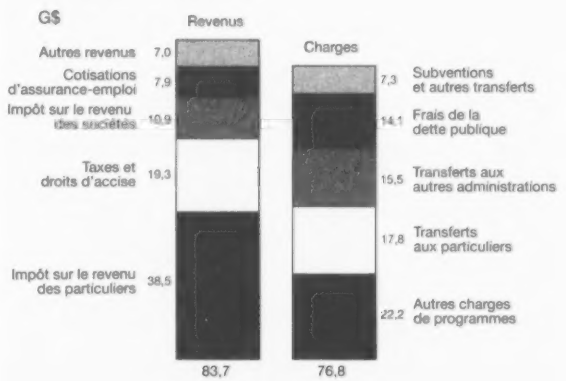
Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars, ou 4,4 %, par suite de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

D'avril à août 2005

Au cours des cinq premiers mois de l'exercice 2005-2006, l'excédent budgétaire a été de 6,8 milliards de dollars, soit 2,2 milliards de plus que l'excédent de 4,6 milliards constaté pour la période correspondante de 2004-2005.

Les revenus budgétaires, qui se sont établis à 83,7 milliards de dollars, ont augmenté de 7,5 milliards, ou 9,8 %.

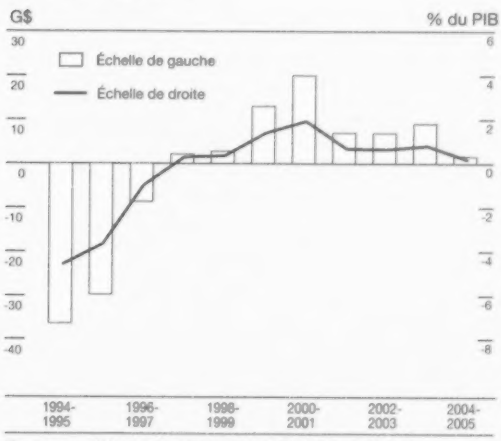
Revenus et charges
(d'avril à août 2005)



- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,2 milliards de dollars, ou 9,0 %, ce qui dépasse largement la hausse des traitements et salaires, qui est estimée à environ 5 % pour la période. L'augmentation d'une année sur l'autre est largement attribuable à la croissance des retenues à la source sur les revenus d'emploi.
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés ont progressé de 2,4 milliards de dollars, ou 27,7 %, par rapport à la même période l'an dernier, soit au-delà de deux fois plus que les bénéfices des sociétés. Cela est en partie attribuable à la méthode que les sociétés emploient pour calculer leurs acomptes provisionnels mensuels. Elles peuvent faire ce calcul d'après le montant réel de leur impôt à payer pour l'exercice précédent ou d'après une estimation de leur impôt à payer pour l'exercice courant, toute différence devant être versée dans les 60 jours suivant la fin de leur année d'imposition. En 2004-2005, la plupart des sociétés ont calculé leurs acomptes d'après leur impôt à payer en 2003. Cependant, les bénéfices ont grimpé de presque 20 % en 2004, ce qui a donné d'importants règlements au dernier trimestre de 2004-2005. Comme les acomptes provisionnels de 2005 reposent maintenant sur l'impôt à payer en 2004, alors que les acomptes versés jusqu'en août 2004 se fondaient sur l'impôt à payer en 2003, la croissance des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés depuis le début de l'exercice est plus importante que l'augmentation sous-jacente des revenus tirés de cet impôt. Cette croissance depuis le début de l'exercice s'estompera lorsque les paiements de règlement seront reçus, à la fin de l'exercice 2005-2006.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,9 milliard de dollars, ou 4,6 %, tandis que les rentrées de TPS ont progressé de 0,8 milliard, ou 6,2 %. Les revenus provenant des droits de douane à l'importation ont augmenté de 5,7 %, tandis que ceux tirés des taxes de vente et d'accise ainsi que du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont diminué de 0,1 % et de 6,3 %, respectivement.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,5 %, car l'augmentation du nombre de personnes détenant un emploi a plus que compensé la réduction des taux de cotisation.
- Les autres revenus ont progressé de 14,7 %.

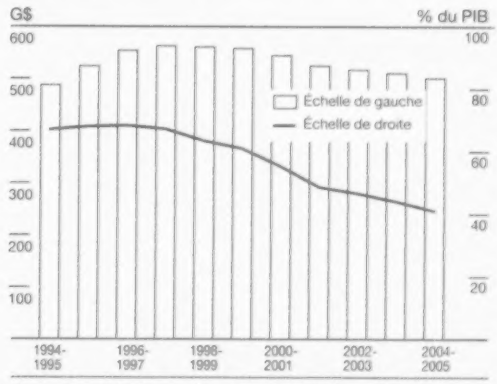
D'une année sur l'autre, les charges de programmes pour la période d'avril à août 2005, qui s'élèvent à 62,7 milliards de dollars, affichent une hausse de 5,8 milliards, ou 10,2 %, par rapport à la période correspondante de 2004-2005. La majeure partie de cette

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

augmentation découle de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires pour les soins de santé et pour la péréquation et la FFT. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard.

Les paiements de transfert, qui représentaient près des deux tiers des charges de programmes totales, ont augmenté de 4,4 milliards de dollars, ou 12,3 %.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 2,4 %. Les prestations aux aînés ont monté de 4,7 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont fléchi de 2,0 %. Cette baisse est surtout attribuable à la diminution des prestations régulières, par suite de l'amélioration du marché de l'emploi par rapport à la même période en 2004-2005.
- Les transferts à d'autres administrations ont augmenté de 2,8 milliards de dollars, ou 22,3 %, ce qui traduit l'impact de l'accord de 2004 sur les soins de santé et du nouveau cadre pour la péréquation et la FFT.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 19,4 %, par suite de la mise en œuvre de mesures budgétaires antérieures.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 6,5 %, en raison de la hausse des coûts de fonctionnement des ministères. Les charges des sociétés d'État ont légèrement augmenté, de 1,3 %.

La baisse des frais de la dette publique découle de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Besoins financiers de 5,4 milliards de dollars d'avril à août 2005

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État (par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances), ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 12,2 milliards de dollars d'avril à août 2005, en hausse de 3,5 milliards par rapport aux besoins constatés pour la même période en 2004-2005. Cette augmentation découle principalement du transfert de 2,8 milliards à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador aux termes des ententes sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 6,8 milliards de dollars et de besoins nets de 12,2 milliards pour les opérations non budgétaires, les besoins financiers se sont élevés à 5,4 milliards au cours des cinq premiers mois de 2005-2006, en hausse de 1,3 milliard par rapport à la même période l'an dernier.

Activités nettes de financement en baisse de 4,5 milliards de dollars

À la fin d'août 2005, le gouvernement avait réduit de 4,5 milliards de dollars sa dette détenue sur les marchés. Pour couvrir les besoins financiers de 5,4 milliards et la réduction de la dette détenue sur les marchés, le gouvernement a réduit ses soldes de trésorerie de 9,8 milliards. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie s'élevaient à 7,3 milliards de dollars à la fin d'août.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Août		D'avril à août	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	14 603	15 050	76 151	83 650
Charges				
Charges de programmes	-11 390	-12 538	-56 920	-62 714
Frais de la dette publique	-2 913	-2 784	-14 609	-14 103
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	300	-272	4 622	6 833
Opérations non budgétaires	1 417	297	-8 735	-12 208
Ressources ou besoins financiers	1 717	25	-4 113	-5 375
Variation nette dans les activités de financement	2 850	3 904	-4 145	-4 458
Variation nette dans l'encaisse	4 567	3 929	-8 258	-9 833
Encaisse à la fin de la période			8 994	7 290

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Août			D'avril à août		
	2004	2005	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 076	7 283	2,9	35 340	38 536	9,0
Impôt sur le revenu des sociétés	972	1 271	30,8	8 572	10 949	27,7
Autres impôts sur le revenu	218	260	19,3	1 319	1 575	19,4
Total des impôts sur le revenu	8 266	8 814	6,6	45 231	51 060	12,9
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 906	2 802	-3,6	12 919	13 716	6,2
Droits de douane à l'importation	309	332	7,4	1 304	1 378	5,7
Taxes de vente et d'accise	797	821	3,0	4 047	4 042	-0,1
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	28	29	3,6	159	149	-6,3
Total des taxes et droits d'accise	4 040	3 984	-1,4	18 429	19 285	4,6
Total des revenus fiscaux	12 306	12 798	4,0	63 660	70 345	10,5
Cotisations d'assurance-emploi	1 309	1 297	-0,9	7 746	7 863	1,5
Autres revenus	988	955	-3,3	4 745	5 442	14,7
Total des revenus budgétaires	14 603	15 050	3,1	76 151	83 650	9,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges budgétaires

	Août			D'avril à août		
	2004	2005	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 310	2 404	4,1	11 437	11 978	4,7
Prestations d'assurance-emploi	1 328	1 180	-11,1	5 925	5 808	-2,0
Total	3 638	3 584	-1,5	17 362	17 786	2,4
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 054	1 583		5 271	7 917	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	652	685		3 260	3 427	
Transfert visant la réforme des soins de santé	125	0		625	0	
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	0	0		25	0	
Total	1 831	2 268	23,9	9 181	11 344	23,6
Transferts fiscaux	927	1 044	12,6	4 717	5 375	13,9
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-225	-196	-12,9	-1 209	-1 197	-1,0
Total	2 533	3 116	23,0	12 689	15 522	22,3
Subventions et autres transferts						
Agriculture	-8	66	ND	145	459	216,6
Affaires étrangères	167	321	92,2	894	1 002	12,1
Santé	87	81	-6,9	695	702	1,0
Développement des ressources humaines	-95	30	ND	397	424	6,8
Affaires indiennes et du Nord	337	339	0,6	1 889	1 984	5,0
Industrie et développement régional	211	211	0,0	705	786	11,5
Autres	278	307	10,4	1 350	1 896	40,4
Total	977	1 355	38,7	6 075	7 253	19,4
Total des paiements de transfert	7 148	8 055	12,7	36 126	40 561	12,3
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	85	140	64,7	545	595	9,2
Société canadienne d'hypothèques et de logement	140	142	1,4	865	846	-2,2
Autres	178	144	-19,1	878	876	-0,2
Total	403	426	5,7	2 288	2 317	1,3
Défense	1 097	1 177	7,3	4 865	5 620	15,5
Tous les autres ministères et organismes	2 742	2 880	5,0	13 641	14 216	4,2
Total des autres charges de programmes	4 242	4 483	5,7	20 794	22 153	6,5
Total des charges de programmes	11 390	12 538	10,1	56 920	62 714	10,2
Frais de la dette publique	2 913	2 784	-4,4	14 609	14 103	-3,5
Total des charges budgétaires	14 303	15 322	7,1	71 529	76 817	7,4

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Août		D'avril à août	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	300	-272	4 622	6 833
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-18	-136	-289	-117
Autres activités d'investissement	-196	176	-553	-1 155
Comptes de pension et autres comptes	189	-448	-117	-1 688
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	1 718	1 161	-8 785	-12 053
Opérations de change	-427	-729	-148	1 540
Amortissement des immobilisations corporelles	151	273	1 157	1 265
Total des autres activités	1 442	705	-7 776	-9 248
Total des opérations non budgétaires	1 417	297	-8 735	-12 208
Ressources ou besoins financiers nets	1 717	25	-4 113	-5 375

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Août		D'avril à août	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	1 717	25	-4 113	-5 375
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	2 767	2 261	-4 665	1 383
Bons du Trésor	100	1 800	1 900	-1 800
Obligations d'épargne du Canada	-55	-84	-238	-392
Autres	-5	-1	-24	-142
Total	2 807	3 976	-3 027	-951
Emprunts en devises	49	-86	-1 084	-3 591
Total	2 856	3 890	-4 111	-4 542
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-6	14	-34	84
Variation nette dans les activités de financement	2 850	3 904	-4 145	-4 458
Variation dans l'encaisse	4 567	3 929	-8 258	-9 833

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2005	31 août 2005	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	90 473	74 485	-15 988
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	266 570	267 953	1 383
Bons du Trésor	127 199	125 399	-1 800
Obligations d'épargne du Canada	19 080	18 688	-392
Autres	3 393	3 251	-142
Total partiel	416 242	415 291	-951
Payable en devises	16 286	12 695	-3 591
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 932	3 016	84
Total de la dette non échue	435 460	431 002	-4 458
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 579	130 442	863
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	41 549	41 924	375
Autres comptes de pension et autres comptes	8 680	5 754	-2 926
Total des comptes de pension et autres comptes	179 808	178 120	-1 688
Total de la dette portant intérêt	615 268	609 122	-6 146
Total du passif	705 741	683 607	-22 134
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	76 281	62 513	-13 768
Comptes d'opérations de change	40 871	39 331	-1 540
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	33 860	35 015	1 155
Total des actifs financiers	151 012	136 859	-14 153
Dette nette	554 729	546 748	-7 981
Actifs non financiers	54 866	53 718	-1 148
Dette fédérale (déficit accumulé)	499 863	493 030	-6 833

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Octobre 2005

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Septembre 2005 : excédent budgétaire de 0,6 milliard de dollars

En septembre 2005, l'excédent budgétaire s'est élevé à 0,6 milliard de dollars, soit 2,4 milliards de moins que l'excédent de 3,0 milliards constaté en septembre 2004. Ce recul d'une année sur l'autre découle de l'inclusion dans les résultats de septembre 2004 du gain ponctuel de 2,6 milliards de dollars provenant de la vente des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement du Canada. Par conséquent, les revenus budgétaires ont diminué de 1,2 milliard, ou 7,1 %. Abstraction faite de cette opération, le total des revenus sous-jacents a progressé de 1,4 milliard, ou 9,5 %, entre septembre 2004 et septembre 2005. Les charges de programmes ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, ou 11,5 %, surtout en raison de paiements de transfert plus élevés, particulièrement dans le cas des transferts aux provinces et aux territoires en vertu des accords de 2004 sur les soins de santé, de même que sur la péréquation et la formule de financement des territoires (FFT). Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars.

D'avril à septembre 2005 : excédent budgétaire de 7,4 milliards de dollars

Pour les six premiers mois de 2005-2006 (d'avril à septembre), l'excédent budgétaire est estimé à 7,4 milliards de dollars, en baisse de 0,2 milliard par rapport à l'excédent de 7,6 milliards enregistré pendant la même période l'an dernier. Les revenus budgétaires ont augmenté de 6,3 milliards, ou 6,8 %, surtout en raison de la forte augmentation d'une année sur l'autre des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et d'impôt sur le revenu des sociétés, ralentie par une baisse des autres revenus imputable au gain enregistré à l'issue de la vente des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement du Canada en septembre 2004. La hausse marquée, depuis le début de l'exercice, des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers s'explique par l'augmentation des retenues à la source sur les revenus d'emploi. La hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés est en partie attribuable à des facteurs chronologiques liés à la méthode de calcul des versements, dont l'effet s'estompera au fil de l'exercice. Les charges de programmes ont augmenté de 7,1 milliards de dollars, ou 10,4 %, surtout en raison de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires en ce qui concerne les soins de santé ainsi que la péréquation et la FFT. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,6 milliard.

Ces résultats financiers mensuels portent sur une partie seulement de l'exercice. Il faut donc les utiliser avec prudence pour projeter les résultats de l'ensemble de l'exercice. Une mise à jour complète des perspectives financières de 2005-2006 et des exercices suivants est fournie dans la Mise à jour économique et financière.

Septembre 2005

Un excédent budgétaire de 0,6 milliard de dollars a été constaté en septembre 2005, par rapport à l'excédent de 3,0 milliards enregistré en septembre 2004.

Les revenus budgétaires totalisaient 15,7 milliards de dollars en septembre 2005, en baisse de 1,2 milliard, ou 7,1 %, par rapport à septembre 2004. Cette diminution s'explique par l'inclusion dans les résultats de septembre 2004 du gain ponctuel de 2,6 milliards provenant de la vente des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement du Canada.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 6,2 %, en raison de l'augmentation des retenues sur les revenus d'emploi.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou 16,6 %, à la suite de gains soutenus au chapitre

des bénéfices des sociétés et de facteurs chronologiques liés aux modalités de versement, comme il est expliqué ci-après.

- Les taxes et droits d'accise ont progressé de 0,5 milliard de dollars, ou 15,1 %. Les revenus provenant de la taxe sur les produits et services (TPS) ont augmenté de 19,7 %, dans la foulée de la hausse des rentrées brutes attribuable à des facteurs chronologiques qui ont freiné les rentrées en septembre 2004. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 28 millions de dollars, tandis que les taxes de vente et d'accise se sont accrues de 42 millions. Les revenus provenant du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont diminué de 5 millions.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont légèrement diminué, de 2,0 %.
- Les autres revenus, c'est-à-dire ceux provenant des sociétés d'État, de la vente de produits et services et des opérations de change, ont diminué de 2,6 milliards de dollars. Cette baisse est attribuable à l'inclusion dans les résultats de septembre 2004 du gain ponctuel provenant de la vente des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement du Canada.

En septembre 2005, les charges de programmes ont totalisé 12,3 milliards de dollars, en hausse de 1,3 milliard, ou 11,5 %, par rapport à septembre 2004.

Les paiements de transfert ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, ou 8,6 %.

- Les principaux transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté de 86 millions de dollars, ou 2,6 %. Les prestations aux aînés ont progressé de 4,3 %, en raison de la hausse du montant moyen des prestations, qui sont indexées selon l'Indice des prix à la consommation, et du nombre de personnes admissibles. Pour leur part, les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 1,4 %, surtout à cause de la baisse des prestations régulières.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada, et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont progressé de 0,6 milliard de dollars, ou 22,7 %. La hausse des transferts fédéraux pour la santé et les autres programmes sociaux et l'augmentation des transferts fiscaux sont attribuables en grande partie au financement accru prévu par les accords de 2004 sur les soins de santé ainsi que la péréquation et la FFT.
- Les subventions et autres transferts ont diminué de 4,7 %, surtout en raison d'un rajustement des opérations ayant trait aux mois précédents.

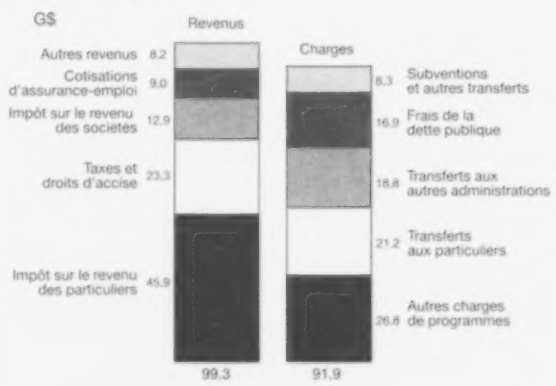
Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 16,7 %, en raison de la hausse des coûts de fonctionnement et de l'impact de mesures budgétaires antérieures.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars, ou 1,8 %, par suite de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

D'avril à septembre 2005

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2005-2006, l'excédent budgétaire a été de 7,4 milliards de dollars, soit 0,2 milliard de moins que l'excédent de 7,6 milliards constaté pour la période correspondante de 2004-2005.

Revenus et charges
(d'avril à septembre 2005)



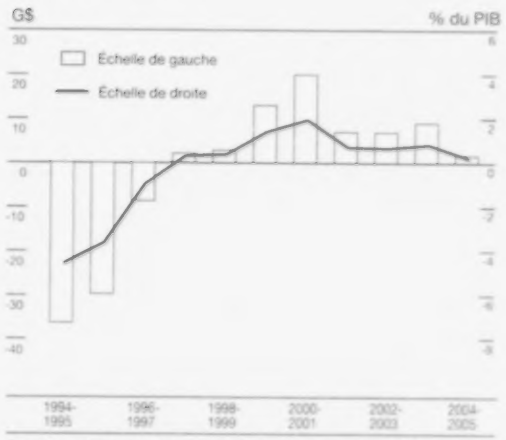
Les revenus budgétaires, qui se sont établis à 99,3 milliards de dollars, ont augmenté de 6,3 milliards, ou 6,8 %.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,6 milliards de dollars, ou 8,6 %, ce qui dépasse largement la hausse des traitements et salaires, qui est estimée à environ 4 % pour la période, en vertu de la très forte croissance d'une année sur l'autre enregistrée au cours des quatre premiers mois de l'exercice. L'augmentation d'une année sur l'autre est largement attribuable à la croissance des retenues à la source sur les revenus d'emploi.
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés ont progressé de 2,7 milliards de dollars, ou 25,9 %, par rapport à la même période l'an dernier, soit au-delà de deux fois plus que les bénéfices prévus des sociétés. Ce gain est en partie attribuable à la méthode que les sociétés emploient pour calculer leurs acomptes provisionnels mensuels. Elles peuvent faire ce calcul d'après le montant réel de leur impôt à payer pour l'exercice précédent ou d'après une estimation de leur impôt à payer pour l'exercice courant, toute différence devant être versée dans les 60 jours suivant la fin de leur année d'imposition. En 2004-2005, la plupart des sociétés ont calculé leurs acomptes d'après l'impôt à payer en 2003. Cependant, les bénéfices ont grimpé de presque 20 % en 2004, ce qui a donné lieu à d'importants règlements au dernier trimestre de 2004-2005. Comme les acomptes provisionnels de 2005 reposent sur l'impôt à payer en 2004, alors que les acomptes versés jusqu'en septembre 2004 se fondaient sur l'impôt à payer en 2003, la croissance des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés depuis le début de l'exercice est plus importante que l'augmentation sous-jacente des revenus tirés de cet impôt.

Cette croissance depuis le début de l'exercice s'estompera lorsque les paiements de règlement seront reçus dans les quatre derniers mois de 2005-2006.

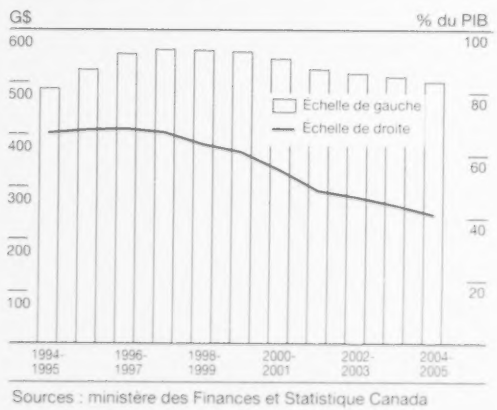
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 1,4 milliard de dollars, ou 6,3 %, tandis que les revenus de la TPS ont progressé de 1,3 milliard, ou 8,3 %. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 6,5 %. Les taxes de vente et d'accise ont légèrement progressé (0,7 %), tandis que les revenus tirés du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont diminué de 7,2 %, en raison d'une réduction du droit le 1er avril 2005.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,0 %, car l'augmentation du nombre de personnes détenant un emploi a plus que compensé la réduction des taux de cotisation.
- Les autres revenus ont diminué de 1,9 milliard de dollars, ou 23,2 %, en raison du gain ponctuel provenant de la vente des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement du Canada en septembre 2004.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

La revue financière

D'une année sur l'autre, les charges de programmes pour la période d'avril à septembre 2005, qui s'élèvent à 75,0 milliards de dollars, affichent une hausse de 7,1 milliards, ou 10,4 %, par rapport à la période correspondante de 2004-2005. La majeure partie de cette augmentation découle de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires pour les soins de santé, la péréquation et la FFT. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,6 milliard.

Les paiements de transfert, qui représentaient près des deux tiers des charges de programmes totales, ont augmenté de 5,1 milliards de dollars, ou 11,7 %.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 2,5 %. Les prestations aux aînés ont connu une hausse de 4,7 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont fléchi de 1,9 %. La baisse depuis le début de l'exercice du montant des prestations d'assurance-emploi versées est attribuable à la diminution des prestations régulières, qui correspond à l'amélioration du marché de l'emploi par rapport à la même période en 2004-2005.
- Les transferts à d'autres administrations ont augmenté de 3,5 milliards de dollars, ou 23,2 %, ce qui traduit l'impact de l'accord de 2004 sur les soins de santé et du nouveau cadre pour la péréquation et la FFT.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 13,8 %, par suite de la mise en œuvre de mesures budgétaires antérieures.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 8,1 % en raison de la hausse des coûts de fonctionnement des ministères. Les charges des sociétés d'État ont légèrement augmenté, de 0,2%.

Les frais de la dette publique ont diminué de 3,2 % par rapport à la même période l'an dernier, par suite de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Besoins financiers de 2,8 milliards de dollars d'avril à septembre 2005

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressource ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État (par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances), ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 10,2 milliards de dollars d'avril à septembre 2005, en hausse de 1,7 milliard par rapport aux besoins constatés pour la même période en 2004-2005. Cette augmentation découle principalement du transfert de 2,8 milliards à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador aux termes des ententes sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 7,4 milliards de dollars et de besoins nets de 10,2 milliards pour les opérations non budgétaires, les besoins financiers se sont élevés à 2,8 milliards au cours des six premiers mois de 2005-2006, en hausse de 1,9 milliard par rapport à la même période l'an dernier.

Activités nettes de financement en baisse de 11,6 milliards de dollars

À la fin de septembre 2005, le gouvernement avait réduit de 11,6 milliards de dollars sa dette détenue sur les marchés. Pour réduire la dette détenue sur les marchés et couvrir des besoins financiers de 2,8 milliards, le gouvernement a réduit ses soldes de trésorerie de 14,4 milliards. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie s'élevaient à 2,7 milliards de dollars à la fin de septembre.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Septembre		Avril à septembre	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	16 868	15 669	93 018	99 321
Charges				
Charges de programmes	-11 014	-12 279	-67 934	-75 003
Frais de la dette publique	-2 866	-2 814	-17 476	-16 917
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 988	576	7 608	7 401
Opérations non budgétaires	155	1 960	-8 581	-10 237
Ressources ou besoins financiers	3 143	2 536	-973	-2 836
Variation nette dans les activités de financement	-6 431	-7 124	-10 576	-11 582
Variation nette dans l'encaisse	-3 288	-4 588	-11 549	-14 418
Encaisse à la fin de la période			5 701	2 702

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Septembre			Avril à septembre		
	2004	2005	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 979	7 413	6,2	42 319	45 949	8,6
Impôt sur le revenu des sociétés	1 648	1 921	16,6	10 220	12 870	25,9
Autres impôts sur le revenu	181	355	96,1	1 500	1 930	28,7
Total des impôts sur le revenu	8 808	9 689	10,0	54 039	60 749	12,4
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2,369	2,835	19,7	15 288	16 550	8,3
Droits de douane à l'importation	277	305	10,1	1 581	1 683	6,5
Taxes de vente et d'accise	824	866	5,1	4 871	4 906	0,7
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	35	30	-14,3	194	180	-7,2
Total des taxes et droits d'accise	3 505	4 036	15,1	21 934	23 319	6,3
Total des revenus fiscaux	12 313	13 725	11,5	75 973	84 068	10,7
Cotisations d'assurance-emploi	1 163	1 140	-2,0	8 910	9 003	1,0
Autres revenus	3 392	804	-76,3	8 135	6 250	-23,2
Total des revenus budgétaires	16 868	15 669	-7,1	93 018	99 321	6,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges budgétaires

	Septembre			Avril à septembre		
	2004	2005	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 315	2 415	4,3	13 752	14 393	4,7
Prestations d'assurance-emploi	1 011	997	-1,4	6 935	6 804	-1,9
Total	3 326	3 412	2,6	20 687	21 197	2,5
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 054	1 583		6 325	9 500	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	652	685		3 912	4 113	
Transfert visant la réforme des soins de santé	125	0		750	0	
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	0	0		25	0	
Total	1 831	2 268	23,9	11 012	13 613	23,6
Transferts fiscaux	927	1 011	9,1	5 645	6 403	13,4
Villes et collectivités du Canada	0	69	n.d.	0	181	n.d.
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-225	-239	6,2	-1 433	-1 436	0,2
Total	2 533	3 109	22,7	15 224	18 761	23,2
Subventions et autres transferts						
Agriculture	88	81	-8,0	232	540	132,8
Affaires étrangères	129	249	93,0	1 023	1 246	21,8
Santé	179	229	27,9	874	932	6,6
Développement des ressources humaines	102	137	34,3	499	561	12,4
Affaires indiennes et du Nord	302	325	7,6	2 192	2 310	5,4
Industrie et développement régional	122	132	8,2	827	918	11,0
Autres	276	-11	-104,0	1 625	1 771	9,0
Total	1 198	1 142	-4,7	7 272	8 278	13,8
Total des paiements de transfert	7 057	7 663	8,6	43 183	48 236	11,7
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	109	73	-33,0	654	668	2,1
Société canadienne d'hypothèques et de logement	170	184	8,2	1 035	1 030	-0,5
Autres	116	112	-3,4	994	990	-0,4
Total	395	369	-6,6	2 683	2 688	0,2
Défense	1 090	1 435	31,7	5 955	7 054	18,5
Tous les autres ministères et organismes	2 472	2 812	13,8	16 113	17 025	5,7
Total des autres charges de programmes	3 957	4 616	16,7	24 751	26 767	8,1
Total des charges de programmes	11 014	12 279	11,5	67 934	75 003	10,4
Frais de la dette publique	2 866	2 814	-1,8	17 476	16 917	-3,2
Total des charges budgétaires	13 880	15 093	8,7	85 410	91 920	7,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Septembre		Avril à septembre	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 988	576	7 608	7 401
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-180	-613	-471	-730
Autres activités d'investissement	-295	-925	-847	-2 080
Comptes de pension et autres comptes	-239	807	-355	-881
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	841	2 065	-7 945	-9 977
Opérations de change	-161	344	-309	1 884
Amortissement des immobilisations corporelles	189	282	1 346	1 547
Total des autres activités	869	2 691	-6 908	-6 546
Total des opérations non budgétaires	155	1 960	-8 581	-10 237
Ressources ou besoins financiers nets	3 143	2 536	-973	-2 836

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Septembre		Avril à septembre	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	3 143	2 536	-973	-2 836
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-4 813	-4 461	-9 478	-3 078
Bons du Trésor	-1 500	-2 600	400	-4 400
Obligations d'épargne du Canada	-30	-36	-268	-429
Autres	-1	-26	-25	-168
Total	-6 344	-7 123	-9 371	-8 075
Emprunts en devises	-83	8	-1 167	-3 583
Total	-6 427	-7 115	-10 538	-11 658
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-4	-9	-38	76
Variation nette dans les activités de financement	-6 431	-7 124	-10 576	-11 582
Variation dans l'encaisse	-3 288	-4 588	-11 549	-14 418

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2005	30 septembre 2005	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	90 473	75 284	-15 189
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	266 570	263 492	-3 078
Bons du Trésor	127 199	122 799	-4 400
Obligations d'épargne du Canada	19 080	18 651	-429
Autres	3 393	3 225	-168
Total partiel	416 242	408 167	-8 075
Payable en devises	16 286	12 703	-3 583
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 932	3 008	76
Total de la dette non échue	435 460	423 878	-11 582
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 579	130 721	1 142
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	41 549	42 329	780
Autres comptes de pension et autres comptes	8 680	5 877	-2 803
Total des comptes de pension et autres comptes	179 808	178 927	-881
Total de la dette portant intérêt	615 268	602 805	-12 463
Total du passif	705 741	678 089	-27 652
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	76 281	56 651	-19 630
Comptes d'opérations de change	40 871	38 987	-1 884
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	33 860	35 940	2 080
Total des actifs financiers	151 012	131 578	-19 434
Dette nette	554 729	546 511	-8 218
Actifs non financiers	54 866	54 049	-817
Dette fédérale (déficit accumulé)	499 863	492 462	-7 401

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Novembre 2005

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Octobre 2005 : excédent budgétaire de 2,1 milliards de dollars

En octobre 2005, l'excédent budgétaire s'est élevé à 2,1 milliards de dollars, soit 1,0 milliard de plus qu'en octobre 2004. Les revenus budgétaires se sont accrus de 1,8 milliard de dollars, ou 11,6 % : l'effet de la forte hausse des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la taxe sur les produits et services (TPS) a été quelque peu limité par la baisse des revenus provenant de l'impôt sur le revenu des sociétés. Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 19,9 % en octobre, en raison de facteurs chronologiques qui s'estomperont en novembre 2005. Les rentrées de TPS ont bondi de 26,2 %; cela est en partie attribuable au retour à la normale des opérations de traitement des rentrées de TPS, qui ont été perturbées par un conflit de travail dans le secteur public au Québec, ce qui a eu un impact sur la perception de la TPS dans cette province. Les charges de programmes ont augmenté de 0,7 milliard, ou 6,1 %, surtout en raison de paiements de transfert plus élevés aux provinces et aux territoires en vertu des ententes de 2004 sur les soins de santé, de même que sur la péréquation et la formule de financement des territoires (FFT). Les frais de la dette publique ont légèrement diminué en octobre.

D'avril à octobre 2005 : excédent budgétaire de 9,5 milliards de dollars

Pour les sept premiers mois de l'exercice 2005-2006 (d'avril à octobre), l'excédent budgétaire est évalué à 9,5 milliards de dollars, en hausse de 0,8 milliard par rapport à la même période en 2004-2005. Les revenus budgétaires ont augmenté de 8,1 milliards, ou 7,5 %, la plupart des principales composantes étant en hausse. Les charges de programmes se sont accrues de 7,8 milliards, ou 9,8 %, surtout en raison de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires en ce qui concerne les soins de santé ainsi que la péréquation et la FFT. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard.

Ces résultats financiers mensuels ne portent que sur une partie de l'exercice. Ainsi, ils ne tiennent pas compte des réductions d'impôt proposées pour 2005-2006, qui totalisent 5,3 milliards de dollars. Il convient de les utiliser avec prudence pour projeter les résultats de l'ensemble de l'exercice.

Octobre 2005

En octobre 2005, l'excédent budgétaire s'est élevé à 2,1 milliards de dollars, soit 1,0 milliard de plus qu'en octobre 2004.

Les revenus budgétaires ont augmenté de 1,8 milliard de dollars, ou 11,6 %, pour atteindre 17,2 milliards. Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et de TPS ont nettement progressé.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,4 milliard de dollars, ou 19,9 %, sous l'effet de facteurs chronologiques qui s'estomperont dans l'estimation des revenus de novembre 2005. Un plus grand nombre de retenues salariales ont été traitées en octobre 2005 par rapport au même mois l'an dernier, et certaines retenues se rapportant à septembre 2005 ont été traitées en octobre.
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 0,3 milliard de dollars, ou 12,4 %. Cela est attribuable à la forte poussée des rentrées d'impôt des sociétés observée en octobre 2004, avec l'élimination de l'arriéré de traitement qui a résulté du conflit de travail de l'an dernier dans le secteur public.
- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu – liées à la retenue des non-résidents – ont augmenté de 52,8 % en octobre, ce qui s'explique par la hausse des redevances et des dividendes versés aux non-résidents par suite de la progression des bénéfices des sociétés cette année. Cette source de revenus peut varier beaucoup d'un mois à l'autre.

- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 18,9 %. Les rentrées de TPS ont grimpé de 26,2 %, en partie par suite de la reprise des opérations normales de traitement des rentrées de TPS après un conflit de travail au ministère du Revenu du Québec, qui administre la TPS dans cette province pour le compte du gouvernement du Canada. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 78 millions, tandis que les taxes de vente et d'accise diminuaient de 50 millions. Les revenus provenant du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont baissé de 22 millions.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 2,6 %.
- Les autres revenus, c'est-à-dire ceux provenant des sociétés d'État, de la vente de produits et services et des opérations de change, ont reculé de 0,1 milliard de dollars. Ces revenus varient beaucoup d'un mois à l'autre.

Les charges de programmes ont atteint 12,3 milliards de dollars en octobre 2005, soit 0,7 milliard, ou 6,1 %, de plus qu'en octobre 2004, surtout en raison de la hausse des paiements de transfert.

Les paiements de transfert ont augmenté de 0,6 milliard, ou 8,3 %.

- Les principaux transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté de 87 millions de dollars, ou 2,5 %. Les prestations aux aînés ont progressé de 2,8 % en raison de la hausse du montant moyen des prestations, qui sont indexées selon l'indice des prix à la consommation, et du nombre de personnes admissibles. Les prestations d'assurance-emploi ont progressé de 1,8 % en raison d'une hausse des prestations régulières.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont progressé de 0,7 milliard de dollars, ou 26,6 %. La hausse des transferts fédéraux pour la santé et les autres programmes sociaux et l'augmentation des transferts fiscaux sont attribuables en grande partie au financement accru prévu par les accords de 2004 sur les soins de santé ainsi que sur la péréquation et la FFT.
- Les subventions et autres transferts ont baissé de 11,3 %. Cette composante varie beaucoup d'un mois à l'autre.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 2,0 %, en raison de la hausse des coûts de fonctionnement et de l'impact de mesures budgétaires antérieures.

Les frais de la dette publique ont légèrement augmenté.

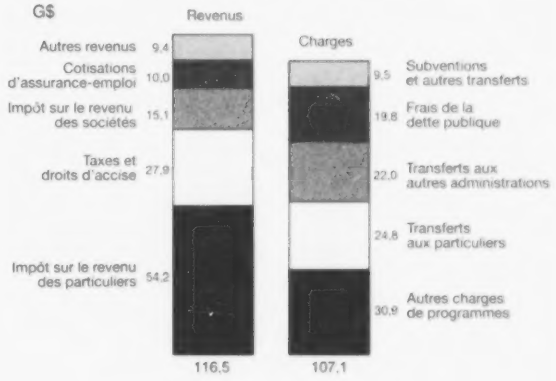
D'avril à octobre 2005

Au cours des sept premiers mois de l'exercice 2005-2006, l'excédent budgétaire a été de 9,5 milliards de dollars, soit 0,8 milliard de plus que pour la période correspondante de 2004-2005.

Les revenus budgétaires, qui se sont établis à 116,5 milliards de dollars, ont augmenté de 8,1 milliards, ou 7,5 %.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 5,0 milliards de dollars, ou 10,2 %, ce qui dépasse largement la hausse des traitements et salaires, qui est évaluée à environ 5,3 % pour la période. L'augmentation d'une année sur l'autre est en grande partie

Revenus et charges
(d'avril à octobre 2005)

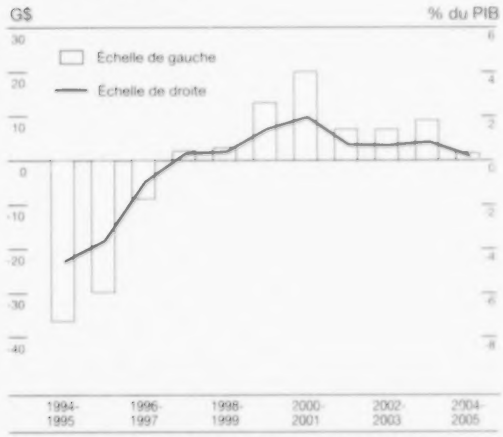


attribuable à la croissance des retenues à la source. En outre, comme il a déjà été indiqué, une partie de cette hausse est attribuable à des facteurs chronologiques qui devraient se résorber au cours des prochains mois, de sorte que la progression des rentrées correspondra davantage à l'accroissement de l'assiette fiscale applicable.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont progressé de 2,3 milliards de dollars, ou 18,4 %. Ce gain est en partie attribuable à la méthode que les sociétés emploient pour calculer leurs acomptes provisionnels mensuels. Elles peuvent faire ce calcul d'après le montant réel de leur impôt à payer pour l'exercice précédent ou d'après une estimation de leur impôt à payer pour l'exercice courant, toute différence devant être versée dans les 60 jours suivant la fin de leur année d'imposition. En 2004-2005, la plupart des sociétés ont calculé leurs acomptes d'après l'impôt à payer en 2003. Cependant, les bénéfices ont grimpé de presque 20 % en 2004, ce qui a donné lieu à d'importants règlements au dernier trimestre de 2004-2005. Comme les acomptes provisionnels de 2005 reposent sur l'impôt à payer en 2004, alors que les acomptes versés jusqu'en octobre 2004 se fondaient sur l'impôt à payer en 2003, la croissance des rentrées d'impôt des sociétés depuis le début de l'exercice est plus importante que l'augmentation sous-jacente des revenus tirés de cet impôt. Cette croissance depuis le début de l'exercice s'estompera lorsque les paiements de règlement seront reçus, au cours des quatre derniers mois de 2005-2006.
- Les taxes et droits d'accise ont progressé de 2,1 milliards de dollars, ou 8,2 %. Les revenus provenant de la TPS ont grimpé de 2,0 milliards, ou 11,0 %, sous l'effet d'une forte poussée des rentrées brutes attribuables aux ventes intérieures, qui ont augmenté de 10,2 %, soit un peu plus que la hausse de 7,3 % des ventes au détail pendant la même période. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 9,9 %. Pour leur part, les taxes de vente et d'accise ont légèrement diminué (de 0,2 %), tandis que les revenus tirés du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont chuté de 14,9 %, en raison d'une réduction du droit le 1er avril 2005.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,7 %, car la hausse du nombre de personnes détenant un emploi a largement compensé la réduction des taux de cotisation.
- Les autres revenus ont baissé de 2,0 milliards de dollars, ou 22,2 %, en raison du gain ponctuel (de 2,6 milliards) provenant de la vente, en septembre 2004, des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement du Canada.

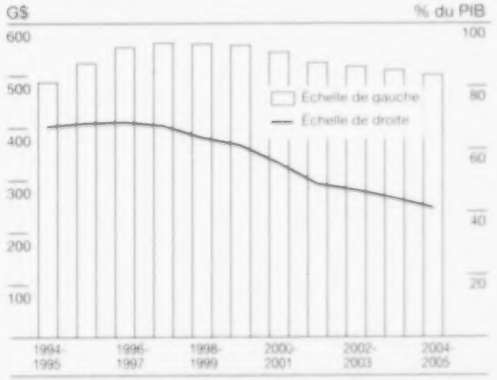
Les charges de programmes pour la période d'avril à octobre 2005, qui s'élèvent à 87,3 milliards de dollars, affichent une hausse de 7,8 milliards, ou 9,8 %, par rapport à la période correspondante de 2004-2005. La majeure partie de cette augmentation découle de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires pour les soins de santé, la péréquation et la FFT. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Les paiements de transfert, qui représentent près des deux tiers des charges de programmes totales, ont augmenté de 5,7 milliards de dollars, ou 11,2 %.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 2,5 %. Les prestations aux aînés ont connu une hausse de 4,4 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont fléchi de 1,4 %. La baisse du montant total des prestations d'assurance-emploi versées depuis le début de l'exercice est surtout attribuable à la diminution des prestations régulières, qui correspond à l'amélioration du marché de l'emploi par rapport à la même période en 2004-2005.
- Les transferts à d'autres administrations ont augmenté de 4,2 milliards de dollars, ou 23,7 %, ce qui traduit l'impact de l'accord de 2004 sur les soins de santé et du nouveau cadre pour la péréquation et la FFT.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 9,7 %, par suite de la mise en œuvre de mesures budgétaires antérieures et d'un rajustement pour des opérations se rapportant à des mois précédents.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 7,3 % en raison de la hausse des coûts de fonctionnement des ministères. Les charges des sociétés d'État ont légèrement augmenté, de 0,3 %.

Les frais de la dette publique ont diminué de 2,5 % par rapport à la même période l'an dernier, par suite de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Besoins financiers de 1,6 milliard de dollars d'avril à octobre 2005

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État (par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances), ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 11,1 milliards de dollars d'avril à octobre 2005, en hausse de 3,7 milliards par rapport aux besoins constatés pour la même période en 2004-2005. Cette augmentation découle en grande partie du transfert de 2,8 milliards à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador aux termes des ententes sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 9,5 milliards de dollars et de besoins nets de 11,1 milliards pour les opérations non budgétaires, les besoins financiers se sont élevés à 1,6 milliard au cours des sept premiers mois de 2005-2006, alors que le gouvernement disposait de ressources financières de 1,2 milliard pour la même période l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en baisse de 11,9 milliards de dollars

À la fin d'octobre 2005, le gouvernement avait réduit de 11,9 milliards de dollars sa dette contractée sur les marchés. Pour couvrir des besoins financiers de 1,6 milliard et réduire la dette contractée sur les marchés, le gouvernement a retranché 13,5 milliards de ses soldes de trésorerie. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction de certains facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie s'élevaient à 3,6 milliards de dollars à la fin d'octobre.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Octobre		Avril à octobre	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	15 409	17 194	108 429	116 514
Charges				
Charges de programmes	-11 560	-12 261	-79 495	-87 264
Frais de la dette publique	-2 834	-2 881	-20 309	-19 799
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 015	2 052	8 625	9 451
Opérations non budgétaires	1 195	-816	-7 388	-11 056
Ressources ou besoins financiers	2 210	1 236	1 237	-1 605
Variation nette dans les activités de financement	1 610	-362	-8 967	-11 944
Variation nette dans l'encaisse	3 820	874	-7 730	-13 549
Encaisse à la fin de la période			9 521	3 573

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Octobre			Avril à octobre		
	2004	2005	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 910	8 282	19,9	49 229	54 231	10,2
Impôt sur le revenu des sociétés	2 509	2 198	-12,4	12 729	15 069	18,4
Autres impôts sur le revenu	269	411	52,8	1 769	2 341	32,3
Total des impôts sur le revenu	9 688	10 891	12,4	63 727	71 641	12,4
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 726	3 440	26,2	18 015	19 991	11,0
Droits de douane à l'importation	237	315	32,9	1 818	1 998	9,9
Taxes de vente et d'accise	804	754	-6,2	5 675	5 661	-0,2
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	48	26	-45,8	242	206	-14,9
Total des taxes et droits d'accise	3 815	4 535	18,9	25 750	27 856	8,2
Total des revenus fiscaux	13 503	15 426	14,2	89 477	99 497	11,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 031	1 004	-2,6	9 940	10 006	0,7
Autres revenus	875	764	-12,7	9 012	7 011	-22,2
Total des revenus budgétaires	15 409	17 194	11,6	108 429	116 514	7,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3

Charges budgétaires

	Octobre			Avril à octobre		
	2004	2005	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 359	2 426	2,8	16 111	16 818	4,4
Prestations d'assurance-emploi	1 116	1 136	1,8	8 051	7 940	-1,4
Total	3 475	3 562	2,5	24 162	24 758	2,5
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 054	1 583		7 379	11 083	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	652	685		4 565	4 798	
Transfert visant la réforme des soins de santé	125	0		875	0	
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	-25	0		0	0	
Total	1 806	2 268	25,6	12 819	15 881	23,9
Transferts fiscaux	926	1 044	12,7	6 571	7 447	13,3
Villes et collectivités du Canada	0	213	s.o.	0	394	s.o.
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-139	-242	74,1	-1 573	-1 678	6,7
Total	2 593	3 283	26,6	17 817	22 044	23,7
Subventions et autres transferts						
Agriculture	89	65	-27,0	321	605	88,5
Affaires étrangères	203	-42	-120,7	1 225	1 203	-1,8
Santé	105	99	-5,7	979	1 030	5,2
Développement des ressources humaines	7	129	1 742,9	506	689	36,2
Affaires indiennes et du Nord	348	367	5,5	2 539	2 676	5,4
Industrie et développement régional	208	211	1,4	1 035	1 129	9,1
Autres	448	421	-6,1	2 074	2 192	5,7
Total	1 408	1 250	-11,3	8 679	9 524	9,7
Total des paiements de transfert	7 476	8 095	8,3	50 658	56 326	11,2
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	65	100	53,8	719	768	6,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	165	164	-0,6	1 200	1 194	-0,5
Autres	136	104	-23,5	1 127	1 094	-2,9
Total	366	368	0,5	3 046	3 056	0,3
Défense	1 075	1 236	15,0	7 030	8 291	17,9
Tous les autres ministères et organismes	2 643	2 562	-3,1	18 761	19 591	4,4
Total des autres charges de programmes	4 084	4 166	2,0	28 837	30 938	7,3
Total des charges de programmes	11 560	12 261	6,1	79 495	87 264	9,8
Frais de la dette publique	2 834	2 881	1,7	20 309	19 799	-2,5
Total des charges budgétaires	14 394	15 142	5,2	99 804	107 063	7,3

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Octobre		Avril à octobre	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 015	2 052	8 625	9 451
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-185	-249	-654	-978
Autres activités d'investissement	-430	-357	-1 278	-2 437
Comptes de pension et autres comptes	-1 308	349	-1 665	-534
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	2 384	217	-5 563	-9 762
Opérations de change	487	-1 026	178	858
Amortissement des immobilisations corporelles	247	250	1 594	1 797
Total des autres activités	3 118	-559	-3 791	-7 107
Total des opérations non budgétaires	1 195	-816	-7 388	-11 056
Ressources ou besoins financiers nets	2 210	1 236	1 237	-1 605

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Octobre		Avril à octobre	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	2 210	1 236	1 237	-1 605
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	552	-1 585	-8 926	-4 663
Bons du Trésor	1 400	1 000	1 800	-3 400
Obligations d'épargne du Canada	-79	-68	-347	-497
Autres	-1	-13	-26	-181
Total	1 872	-666	-7 499	-8 741
Emprunts en devises	-260	302	-1 428	-3 281
Total	1 612	-364	-8 927	-12 022
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-2	2	-40	78
Variation nette dans les activités de financement	1 610	-362	-8 967	-11 944
Variation dans l'encaisse	3 820	874	-7 730	-13 549

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2005	31 octobre 2005	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	90 473	78 779	-11 694
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	266 570	261 907	-4 663
Bons du Trésor	127 199	123 799	-3 400
Obligations d'épargne du Canada	19 080	18 583	-497
Autres	3 393	3 212	-181
Total partiel	416 242	407 501	-8 741
Payable en devises	16 286	13 005	-3 281
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 932	3 010	78
Total de la dette non échue	435 460	423 516	-11 944
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 579	130 903	1 324
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	41 549	42 458	909
Autres comptes de pension et autres comptes	8 680	5 913	-2 767
Total des comptes de pension et autres comptes	179 808	179 274	-534
Total de la dette portant intérêt	615 268	602 790	-12 478
Total du passif	705 741	681 569	-24 172
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	76 281	60 800	-15 481
Comptes d'opérations de change	40 871	40 013	-858
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	33 860	36 297	2 437
Total des actifs financiers	151 012	137 110	-13 902
Dette nette	554 729	544 459	-10 270
Actifs non financiers	54 866	54 047	-819
Dette fédérale (déficit accumulé)	499 863	490 412	-9 451

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Décembre 2005

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Novembre 2005 : déficit budgétaire de 3,1 milliards de dollars

Un déficit budgétaire de 3,1 milliards de dollars a été constaté en novembre 2005, par rapport à un excédent de 1,7 milliard enregistré en novembre 2004. ***Ce déficit découle entièrement du fait que les résultats de novembre comprennent un ajustement de 3,7 milliards de dollars pour les 11 premiers mois de 2005 lié à l'augmentation du montant personnel de base et à la réduction de 16 % à 15 % du taux d'imposition qui ont été annoncées dans la*** **Mise à jour économique et financière** ***de novembre 2005.*** Si ce n'était de ces mesures, un excédent sous-jacent de 0,5 milliard de dollars aurait été constaté, ce qui représente une baisse de 1,2 milliard par rapport à l'excédent de 1,7 milliard enregistré en novembre 2004.

D'avril à novembre 2005 : excédent budgétaire de 6,3 milliards de dollars

Pour les huit premiers mois de 2005-2006 (d'avril à novembre), l'excédent budgétaire est évalué à 6,3 milliards de dollars, soit 4,0 milliards de moins que l'excédent de 10,3 milliards enregistré pendant la même période en 2004-2005. Cette baisse de l'excédent en novembre découle de l'inclusion dans les résultats de novembre des mesures fiscales liées à l'impôt sur le revenu des particuliers qui portent sur les 11 premiers mois de 2005. Les revenus budgétaires ont augmenté de 4,5 milliards de dollars, ou 3,6 %. Les charges de programmes ont augmenté de 8,9 milliards, ou 9,8 %, surtout en raison de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires en ce qui concerne les soins de santé, la péréquation et la formule de financement des territoires (FFT). Les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard de dollars.

Ces résultats financiers mensuels portent sur une partie seulement de l'exercice. Plus particulièrement, ils ne tiennent pas compte du coût résiduel des réductions d'impôt annoncées dans la **Mise à jour économique et financière** ***de novembre 2005 pour 2005-2006, au montant de 1,4 milliard de dollars. Il faut donc les utiliser avec prudence pour projeter les résultats de l'ensemble de l'exercice.***

Novembre 2005

En novembre 2005, le déficit budgétaire s'est élevé à 3,1 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 1,7 milliard en novembre 2004.

Les revenus budgétaires ont diminué de 3,6 milliards de dollars, ou 21,9 %, pour se fixer à 12,7 milliards.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 3,6 milliards de dollars, car les résultats de novembre comprennent la majorité des coûts liés aux mesures touchant l'impôt sur le revenu annoncées dans la *Mise à jour économique et financière* de novembre 2005, qui portent sur l'année d'imposition 2005.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou 14,7 %, sous l'effet de la hausse soutenue des bénéfices du secteur des entreprises.
- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu – liées à la retenue des non-résidents – ont augmenté de 44,1 % en novembre, ce qui s'explique par la hausse des redevances et des dividendes versés aux non-résidents par suite de la progression des bénéfices des sociétés cette année. Cette source de revenus peut varier sensiblement d'un mois à l'autre.
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,3 milliard de dollars, ou 7,1 %. Les rentrées de taxe sur les produits et services (TPS) ont baissé de 9,8 %, en partie par suite de la croissance relativement modeste des rentrées brutes de TPS

et de la forte croissance des remboursements de TPS. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 60 millions de dollars, tandis que les taxes de vente et d'accise ont diminué de 49 millions. Les revenus provenant du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont baissé de 3 millions.

- Les cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 3,9 %.
- Les autres revenus, c'est-à-dire ceux provenant des sociétés d'État, de la vente de produits et services et des opérations de change, ont progressé de 1,5 %. Ces revenus peuvent varier sensiblement d'un mois à l'autre.

Les charges de programmes ont atteint 12,9 milliards de dollars en novembre 2005, une hausse de 1,2 milliard, ou 10,0 %, par rapport à novembre 2004, surtout en raison de la hausse des paiements de transfert.

Les paiements de transfert ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, ou 10,8 %.

- Les principaux transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté de 14 millions de dollars, ou 0,4 %. Les prestations aux aînés ont progressé de 3,4 % en raison de la hausse du montant moyen des prestations, qui sont indexées selon l'Indice des prix à la consommation, et de l'augmentation du nombre de personnes admissibles. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 5,9 % en raison d'une baisse des prestations régulières.
- Les principaux transferts aux autres administrations, qui se composent des transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux), des transferts fiscaux, des transferts aux provinces au nom des villes et collectivités, et des paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont progressé de 0,5 milliard de dollars, ou 21,1 %. La hausse des transferts fédéraux pour la santé et les autres programmes sociaux et l'augmentation des transferts fiscaux sont attribuables en grande partie au financement accru prévu par l'accord de 2004 sur les soins de santé, la péréquation et la FFT.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou 17,4 %. Cette composante varie sensiblement d'un mois à l'autre.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 8,6 %, traduisant la hausse des coûts de fonctionnement et l'impact de mesures budgétaires antérieures.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 2,8 %, en raison de la hausse du taux d'intérêt effectif moyen applicable à la dette.

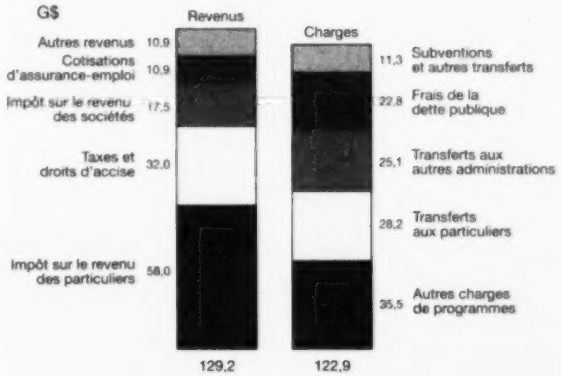
D'avril à novembre 2005

Au cours des huit premiers mois de l'exercice 2005-2006, l'excédent budgétaire a été de 6,3 milliards de dollars, soit 4,0 milliards de moins que l'excédent de 10,3 milliards enregistré pendant la période correspondante de 2004-2005.

Les revenus budgétaires, qui se sont établis à 129,2 milliards de dollars, ont augmenté de 4,5 milliards, ou 3,6 %.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,4 milliard de dollars, ou 2,4 %, en raison de l'inclusion des mesures fiscales susmentionnées dans les résultats de novembre.

Revenus et charges
(d'avril à novembre 2005)



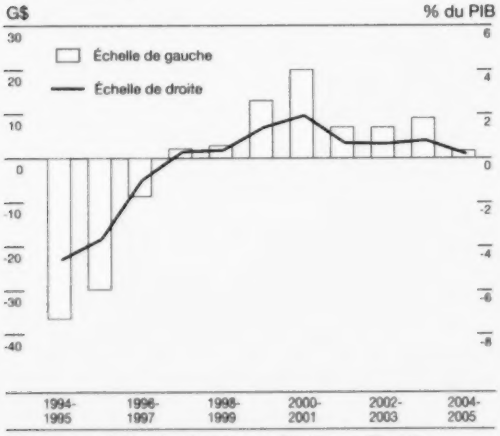
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 2,6 milliards de dollars, ou 17,9 %. Ce gain est en partie attribuable à la méthode que les sociétés emploient pour calculer leurs acomptes provisionnels mensuels. Elles peuvent faire ce calcul d'après le montant réel de leur impôt à payer pour l'exercice précédent ou d'après une estimation de leur impôt à payer pour l'exercice courant, toute différence devant être versée dans les 60 jours suivant la fin de leur année d'imposition. En 2004-2005, la plupart des sociétés ont calculé leurs acomptes d'après l'impôt à payer en 2003. Cependant, les bénéfices ont grimpé de presque 20 % en 2004, ce qui a donné lieu à d'importants règlements au dernier trimestre de 2004-2005. Comme les acomptes provisionnels de 2005 reposent sur l'impôt à payer en 2004, alors que les acomptes versés jusqu'en novembre 2004 se fondaient sur l'impôt à payer en 2003, la croissance des rentrées d'impôt des sociétés depuis le début de l'exercice est plus importante que l'augmentation sous-jacente des revenus tirés de cet impôt. Cette croissance depuis le début de l'exercice s'estompera lorsque les paiements de règlement seront reçus, au cours des quatre derniers mois de 2005-2006.
- Les taxes et droits d'accise ont progressé de 1,8 milliard de dollars, ou 5,9 %. Les revenus provenant de la TPS ont augmenté de 1,7 milliard, ou 7,7 %, suivant en grande partie le taux de croissance de 6,6 % des ventes au détail pendant la même période. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 11,5 %. Pour leur part, les taxes de vente et d'accise ont diminué de 1,0 %, tandis que les revenus tirés du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont diminué de 14,4 %, en raison d'une réduction du droit le 1er avril 2005.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,3 %, étant donné que l'augmentation du nombre de personnes détenant un emploi a largement compensé la réduction des taux de cotisation.
- Les autres revenus ont baissé de 2,0 milliards de dollars, ou 19,4 %, en raison du gain ponctuel (de 2,6 milliards) provenant de la vente, en septembre 2004, des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement fédéral.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes pour la période d'avril à novembre 2005, qui s'élèvent à 100,1 milliards de dollars, affichent une hausse de 8,9 milliards, ou 9,8 %, par rapport à la période correspondante de 2004-2005. La majeure partie de cette augmentation découle de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires pour les soins de santé, la péréquation et la FFT. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard de dollars.

Les paiements de transfert, qui représentent près des deux tiers des charges de programmes totales, ont augmenté de 6,5 milliards de dollars, ou 11,1 %.

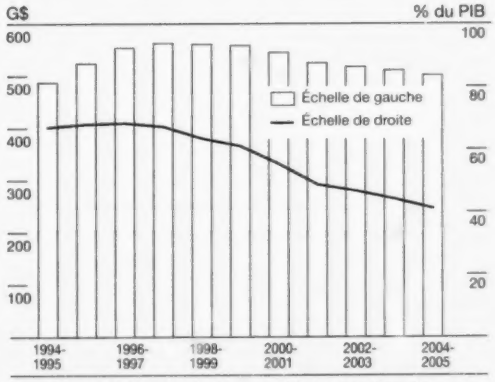
- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 2,2 %. Les prestations aux aînés ont connu une hausse de 4,3 %, tandis que les prestations

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

d'assurance-emploi ont diminué de 1,9 %. La baisse du montant total des prestations d'assurance-emploi versées depuis le début de l'exercice est surtout attribuable à la diminution des prestations régulières, qui correspond à l'amélioration du marché de l'emploi par rapport à la même période en 2004-2005.

- Les transferts à d'autres administrations ont augmenté de 4,8 milliards de dollars, ou 23,4 %, ce qui traduit l'impact de l'accord de 2004 sur les soins de santé et du nouveau cadre pour la péréquation et la FFT.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 10,9 %, par suite de la mise en œuvre de mesures budgétaires récentes.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 7,5 % en raison de la hausse des coûts de fonctionnement des ministères. Les charges des sociétés d'État ont légèrement augmenté, de 0,9 %.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,9 % par suite de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et d'une baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Besoins financiers de 1,7 milliard de dollars d'avril à novembre 2005

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État (par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances), ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 8,0 milliards de dollars d'avril à novembre 2005, en hausse de 4,7 milliards par rapport aux besoins constatés pour la même période en 2004-2005. Cette augmentation découle en grande partie du transfert de 2,8 milliards à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador aux termes des ententes sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières, de même que d'une diminution des ressources financières attribuable aux activités de change.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 6,3 milliards de dollars et de besoins nets de 8,0 milliards pour les opérations non budgétaires, les besoins financiers se sont élevés à 1,7 milliard au cours des huit premiers mois de 2005-2006, comparativement à des ressources financières de 7,1 milliards à la même période de 2004-2005.

Activités nettes de financement en baisse de 8,5 milliards de dollars

À la fin de novembre 2005, le gouvernement avait réduit de 8,5 milliards de dollars sa dette contractée sur les marchés. Pour couvrir des besoins financiers de 1,7 milliard et réduire la dette contractée sur les marchés, le gouvernement a retranché 10,1 milliards de ses soldes de trésorerie. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction de certains facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie s'élevaient à 7,0 milliards de dollars à la fin de novembre.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Novembre		Avril à novembre	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	16 282	12 716	124 710	129 228
Charges				
Charges de programmes	-11 686	-12 856	-91 179	-100 120
Frais de la dette publique	-2 909	-2 990	-23 219	-22 789
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 687	-3 130	10 312	6 319
Opérations non budgétaires	4 149	3 070	-3 240	-7 981
Ressources ou besoins financiers	5 836	-60	7 072	-1 662
Variation nette dans les activités de financement	897	3 457	-8 068	-8 486
Variation nette dans l'encaisse	6 733	3 397	-996	-10 148
Encaisse à la fin de la période			16 254	6 974

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Novembre			Avril à novembre		
	2004	2005	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 359	3 718	-49,5	56 589	57 950	2,4
Impôt sur le revenu des sociétés	2 087	2 393	14,7	14 817	17 462	17,9
Autres impôts sur le revenu	238	343	44,1	2 008	2 684	33,7
Total des impôts sur le revenu	9 684	6 454	-33,4	73 414	78 096	6,4
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	3 331	3 005	-9,8	21 346	22 997	7,7
Droits de douane à l'importation	269	329	22,3	2 087	2 327	11,5
Taxes de vente et d'accise	845	796	-5,8	6 520	6 458	-1,0
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	28	25	-10,7	270	231	-14,4
Total des taxes et droits d'accise	4 473	4 155	-7,1	30 223	32 013	5,9
Total des revenus fiscaux	14 157	10 609	-25,1	103 637	110 109	6,2
Cotisations d'assurance-emploi	932	896	-3,9	10 872	10 902	0,3
Autres revenus	1 193	1 211	1,5	10 201	8 217	-19,4
Total des revenus budgétaires	16 282	12 716	-21,9	124 710	129 228	3,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3

Charges budgétaires

	Novembre			Avril à novembre		
	2004	2005	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 353	2 433	3,4	18 465	19 251	4,3
Prestations d'assurance-emploi	1 116	1 050	-5,9	9 167	8 990	-1,9
Total	3 469	3 483	0,4	27 632	28 241	2,2
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 054	1 583		8 433	12 667	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	652	685		5 217	5 483	
Transfert visant la réforme des soins de santé	125	0		1 000	0	
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	23	0		23	0	
Total	1 854	2 268	22,3	14 673	18 150	23,7
Transferts fiscaux	876	1 045	19,3	7 446	8 492	14,0
Villes et collectivités du Canada	0	0	s.o.	0	394	s.o.
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-210	-261	24,3	-1 783	-1 939	8,7
Total	2 520	3 052	21,1	20 336	25 097	23,4
Subventions et autres transferts						
Agriculture	251	133	-47,0	572	738	29,0
Affaires étrangères	158	181	14,6	1 383	1 385	0,1
Santé	194	173	-10,8	1 172	1 203	2,6
Développement des ressources humaines	216	129	-40,3	722	818	13,3
Affaires indiennes et du Nord	352	562	59,7	2 891	3 239	12,0
Industrie et développement régional	143	118	-17,5	1 178	1 247	5,9
Autres	194	475	144,8	2 268	2 666	17,5
Total	1 508	1 771	17,4	10 186	11 296	10,9
Total des paiements de transfert	7 497	8 306	10,8	58 154	64 634	11,1
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	54	100	85,2	773	868	12,3
Société canadienne d'hypothèques et de logement	140	172	22,9	1 340	1 366	1,9
Autres	117	63	-46,2	1 244	1 154	-7,2
Total	311	335	7,7	3 357	3 388	0,9
Défense	1 080	1 249	15,6	8 111	9 540	17,6
Tous les autres ministères et organismes	2 798	2 966	6,0	21 557	22 558	4,6
Total des autres charges de programmes	4 189	4 550	8,6	33 025	35 486	7,5
Total des charges de programmes	11 686	12 856	10,0	91 179	100 120	9,8
Frais de la dette publique	2 909	2 990	2,8	23 219	22 789	-1,9
Total des charges budgétaires	14 595	15 846	8,6	114 398	122 909	7,4

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Novembre		Avril à novembre	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 687	-3 130	10 312	6 319
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-180	-196	-836	-1 171
Autres activités d'investissement	-156	-294	-1 434	-2 731
Comptes de pension et autres comptes	-432	-16	-2 100	-549
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	827	3 655	-4 733	-6 107
Opérations de change	3 866	-314	4 045	544
Amortissement des immobilisations corporelles	224	235	1 818	2 033
Total des autres activités	4 917	3 576	1 130	-3 530
Total des opérations non budgétaires	4 149	3 070	-3 240	-7 981
Ressources ou besoins financiers nets	5 836	-60	7 072	-1 662

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Novembre		Avril à novembre	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	5 836	-60	7 072	-1 662
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	1 005	3 253	-7 921	-1 410
Bons du Trésor	5 050	900	6 850	-2 500
Obligations d'épargne du Canada	-1 357	-448	-1 704	-945
Autres	-1	-15	-27	-196
Total	4 697	3 690	-2 802	-5 051
Emprunts en devises	-3 831	-218	-5 257	-3 498
Total	866	3 472	-8 059	-8 549
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	31	-15	-9	63
Variation nette dans les activités de financement	897	3 457	-8 068	-8 486
Variation dans l'encaisse	6 733	3 397	-996	-10 148

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2005	30 novembre 2005	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	90 473	84 319	-6 154
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	266 570	265 160	-1 410
Bons du Trésor	127 199	124 699	-2 500
Obligations d'épargne du Canada	19 080	18 135	-945
Autres	3 393	3 197	-196
Total partiel	416 242	411 191	-5 051
Payable en devises	16 286	12 788	-3 498
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 932	2 995	63
Total de la dette non échue	435 460	426 974	-8 486
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 579	131 218	1 639
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	41 549	42 588	1 039
Autres comptes de pension et autres comptes	8 680	5 453	-3 227
Total des comptes de pension et autres comptes	179 808	179 259	-549
Total de la dette portant intérêt	615 268	606 233	-9 035
Total du passif	705 741	690 552	-15 189
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	76 281	66 086	-10 195
Comptes d'opérations de change	40 871	40 327	-544
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	33 860	36 591	2 731
Total des actifs financiers	151 012	143 004	-8 008
Dette nette	554 729	547 548	-7 181
Actifs non financiers	54 866	54 004	-862
Dette fédérale (déficit accumulé)	499 863	493 544	-6 319

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Janvier 2006

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Décembre 2005 : excédent budgétaire de 1,0 milliard de dollars

Un excédent budgétaire de 1,0 milliard de dollars a été constaté en décembre 2005, en hausse de 0,8 milliard par rapport à celui observé en décembre 2004. Les revenus budgétaires se sont accrus de 0,7 milliard, ou 4,5 %, sous l'effet d'une forte hausse des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers, qui ont augmenté de 0,7 milliard, ou 8,3 %. Les charges de programmes sont demeurées relativement inchangées en décembre, ayant augmenté de 0,1 milliard, ou 0,4 %. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard. Les résultats de décembre incluent 0,3 milliard au titre de mesures de réduction de l'impôt des particuliers, à savoir le coût lié, pour ce mois, à l'augmentation du montant personnel de base et à la réduction du taux d'imposition inférieur, qui est passé de 16 % à 15 %.

D'avril à décembre 2005 : excédent budgétaire de 7,3 milliards de dollars

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2005-2006 (d'avril à décembre), l'excédent budgétaire est évalué à 7,3 milliards de dollars, en baisse de 3,2 milliards par rapport à l'excédent de 10,5 milliards dégagé à la même période en 2004-2005. Cette baisse de l'excédent observée en décembre découle en partie de l'inclusion du coût estimatif des mesures fiscales mentionnées ci-dessus, qui est de 4,0 milliards pour l'ensemble de l'année d'imposition 2005. Les revenus budgétaires ont augmenté de 5,2 milliards, ou 3,7 %. Les charges de programmes se sont accrues de 9,0 milliards, ou 8,6 %, surtout en raison de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires en ce qui concerne les soins de santé, la péréquation et la formule de financement des territoires (FFT). Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard.

Décembre 2005

En décembre 2005, l'excédent budgétaire s'est élevé à 1,0 milliard de dollars, soit 0,8 milliard de plus qu'en décembre 2004.

Les revenus budgétaires ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 4,5 %, pour atteindre 16,3 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 8,3 %. Les rentrées de décembre ont été réduites de 0,3 milliard, à savoir le coût lié, pour ce mois, à l'augmentation du montant personnel de base et à la réduction du taux d'imposition inférieur, qui est passé de 16 % à 15 %.
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont diminué de 0,2 milliard de dollars, ou 6,3 %, sous l'effet de la baisse des rentrées brutes et des règlements par rapport à décembre 2004.
- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu – liées à la retenue des non-résidents – ont augmenté sensiblement en décembre, ce qui s'explique par la hausse des dividendes et des autres paiements versés aux non-résidents.
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,1 milliard de dollars, ou 2,4 %. Les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont baissé de 2,2 %, ce qui

indique une croissance relativement peu élevée des rentrées brutes de TPS. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 33 millions, alors que les taxes de vente et d'accise ont diminué de 63 millions. Les revenus au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont baissé de 2 millions.

- Les cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 4,5 %.
- Les autres revenus, c'est-à-dire ceux provenant des sociétés d'État, de la vente de produits et services et des opérations de change, ont progressé de 13,4 %. Ces revenus peuvent varier sensiblement d'un mois à l'autre.

Les charges de programmes ont atteint 12,8 milliards de dollars en décembre 2005, soit 0,1 milliard, ou 0,4 %, de plus qu'en décembre 2004. Les transferts aux autres administrations ont fortement augmenté, mais la diminution des charges de fonctionnement des ministères et organismes a neutralisé cette augmentation.

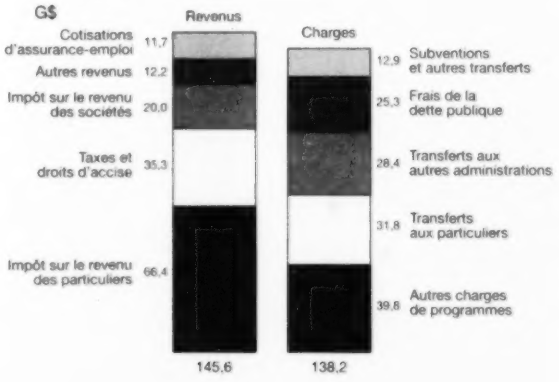
Les paiements de transfert ont progressé de 0,7 milliard de dollars, ou 9,3 %.

- Les principaux transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté de 28 millions de dollars, ou 0,8 %. Les prestations aux aînés ont progressé de 3,1 % en raison de la hausse du nombre de personnes admissibles et du montant moyen des prestations, qui sont indexées selon l'indice des prix à la consommation. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 3,8 % en raison d'une baisse des prestations régulières.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont progressé de 0,7 milliard de dollars, ou 27,2 %. La hausse des transferts fédéraux pour la santé et les autres programmes sociaux et l'augmentation des transferts fiscaux sont attribuables en grande partie au financement accru prévu par les accords de 2004 sur les soins de santé, la péréquation et la FFT.
- Les subventions et autres transferts ont baissé de 1,0 %. Cette composante varie beaucoup d'un mois à l'autre.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la Défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont diminué de 0,7 milliard de dollars, ou 13,4 %, surtout en raison de la baisse des dépenses attribuable à un rajustement ponctuel effectué en décembre 2004 au titre des stocks et des immobilisations de la Défense.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars, ou 4,4 %, par suite de la réduction du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Revenus et charges
(d'avril à décembre 2005)



D'avril à décembre 2005

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2005-2006, l'excédent budgétaire a été de 7,3 milliards de dollars, soit 3,2 milliards de moins que l'excédent de 10,5 milliards observé pour la période correspondante de 2004-2005. Cette diminution est en partie attribuable à l'inclusion du coût des mesures fiscales mentionnées précédemment.

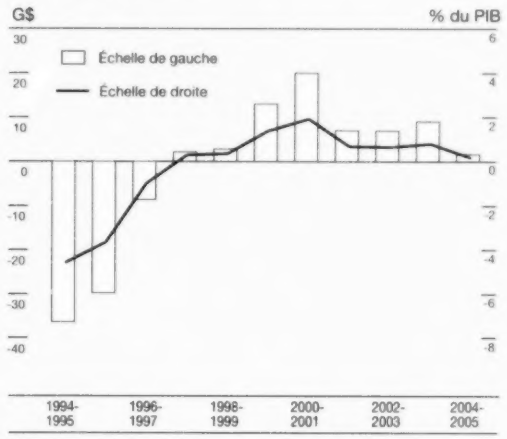
Les revenus budgétaires, qui se sont établis à 145,6 milliards de dollars, ont augmenté de 5,2 milliards, ou 3,7 %.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,0 milliards de dollars, ou 3,1 %.
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés ont progressé de 2,5 milliards de dollars, ou 14,2 %, sous l'effet de la hausse des bénéfices des sociétés en 2005.
- Les taxes et droits d'accise ont progressé de 1,7 milliard de dollars, ou 5,1 %. Les revenus provenant de la TPS ont augmenté de 1,6 milliard, ou 6,8 %, ce qui correspond en gros au taux de croissance des ventes au détail pendant la même période, qui a été de 6,7 %. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 11,8 %. Pour leur part, les taxes de vente et d'accise ont diminué de 1,6 %, tandis que les revenus tirés du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont baissé de 13,8 %, en raison d'une réduction du droit le 1er avril 2005.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,1 %, la hausse du nombre de personnes qui ont un emploi ayant largement compensé la réduction des taux de cotisation mise en œuvre en janvier 2005.
- Les autres revenus ont baissé de 1,9 milliard de dollars, ou 17,5 %, en raison du gain ponctuel (de 2,6 milliards) provenant de la vente, en septembre 2004, des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement du Canada.

Les charges de programmes pour la période d'avril à décembre 2005, qui s'élèvent à 112,9 milliards de dollars, affichent une hausse de 9,0 milliards, ou 8,6 %, par rapport à la période correspondante de 2004-2005. La majeure partie de cette augmentation découle de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires pour les soins de santé, la péréquation et la FFT. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard.

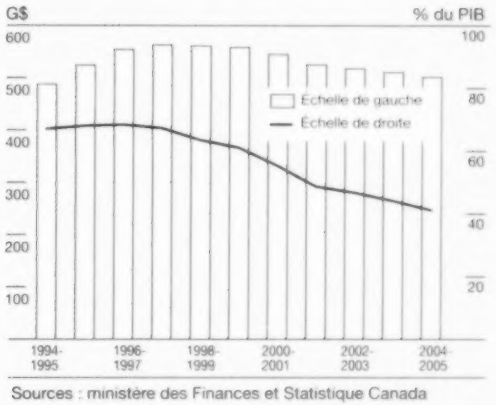
Les paiements de transfert, qui représentent près des deux tiers des charges de programmes totales, ont augmenté de 7,2 milliards de dollars, ou 10,9 %.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 2,0 %. Les prestations aux aînés ont connu une hausse de 4,1 % tandis que les prestations d'assurance-emploi ont fléchi de 2,2 %. La baisse du montant total des prestations d'assurance-emploi versées depuis le début de l'année est surtout attribuable à la diminution des prestations régulières, en raison de l'amélioration du marché de l'emploi par rapport à la même période en 2004-2005.
- Les transferts à d'autres administrations ont augmenté de 5,5 milliards de dollars, ou 23,8 %, ce qui traduit l'impact de l'accord de 2004 sur les soins de santé et du nouveau cadre de péréquation et de FFT.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 9,3 %, par suite de la mise en œuvre de mesures budgétaires récentes.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 4,7 %.

Les frais de la dette publique ont diminué de 2,1 % par suite de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et d'une baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Ressources financières de 0,1 milliard de dollars d'avril à décembre 2005

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 7,2 milliards de dollars d'avril à décembre 2005, en hausse de 3,1 milliards par rapport aux besoins constatés pour la même période en 2004-2005. Cette augmentation découle surtout de la vente des actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement en septembre 2004, ainsi que de la diminution des ressources financières attribuables aux activités de change.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 7,3 milliards de dollars et de besoins nets de 7,2 milliards pour les opérations non budgétaires, les ressources financières se sont élevées à 0,1 milliard au cours des neuf premiers mois de 2005-2006, alors que le gouvernement disposait de ressources financières de 6,4 milliards pour la même période en 2004-2005.

Activités nettes de financement en baisse de 12,7 milliards de dollars

En décembre 2005, le gouvernement a utilisé ces ressources financières de 0,1 milliard de dollars ainsi que la baisse de 12,7 milliards de ses soldes de trésorerie pour réduire de 12,7 milliards sa dette contractée sur les marchés, principalement en réduisant ses portefeuilles d'emprunts en devises et d'obligations négociables. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie s'élevaient à 4,5 milliards à la fin de décembre.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Décembre		Avril à décembre	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	15 637	16 336	140 348	145 563
Charges				
Charges de programmes	-12 768	-12 818	-103 949	-112 937
Frais de la dette publique	-2 639	-2 522	-25 858	-25 310
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	230	996	10 541	7 316
Opérations non budgétaires	-898	730	-4 133	-7 247
Ressources ou besoins financiers	-668	1 726	6 408	69
Variation nette dans les activités de financement	-11 562	-4 242	-19 630	-12 730
Variation nette dans l'encaisse	-12 230	-2 516	-13 222	-12 661
Encaisse à la fin de la période			4 024	4 458

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Décembre			Avril à décembre		
	2004	2005	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 835	8 486	8,3	64 424	66 435	3,1
Impôt sur le revenu des sociétés	2 680	2 512	-6,3	17 497	19 974	14,2
Autres impôts sur le revenu	284	530	86,6	2 292	3 214	40,2
Total des impôts sur le revenu	10 799	11 528	6,8	84 213	89 623	6,4
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 208	2 160	-2,2	23 554	25 157	6,8
Droits de douane à l'importation	232	265	14,2	2 319	2 592	11,8
Taxes de vente et d'accise	875	812	-7,2	7 394	7 272	-1,6
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	28	26	-7,1	298	257	-13,8
Total des taxes et droits d'accise	3 343	3 263	-2,4	33 565	35 278	5,1
Total des revenus fiscaux	14 142	14 791	4,6	117 778	124 901	6,0
Cotisations d'assurance-emploi	840	802	-4,5	11 713	11 704	-0,1
Autres revenus	655	743	13,4	10 857	8 958	-17,5
Total des revenus budgétaires	15 637	16 336	4,5	140 348	145 563	3,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges budgétaires

	Décembre			Avril à décembre		
	2004	2005	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 367	2 441	3,1	20 832	21 693	4,1
Prestations d'assurance-emploi	1 200	1 154	-3,8	10 367	10 144	-2,2
Total	3 567	3 595	0,8	31 199	31 837	2,0
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 054	1 583		9 488	14 250	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	652	685		5 869	6 169	
Transfert visant la réforme des soins de santé	125	0		1 125	0	
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	-23	0		0	0	
Total	1 808	2 268	25,4	16 482	20 419	23,9
Transferts fiscaux	1 007	1 044	3,7	8 454	9 537	12,8
Villes et collectivités du Canada	0	262	s.o.	0	656	s.o.
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-210	-261	24,3	-1 993	-2 200	10,4
Total	2 605	3 313	27,2	22 943	28 412	23,8
Subventions et autres transferts						
Agriculture	108	178	64,8	680	916	34,7
Affaires étrangères	316	215	-32,0	1 699	1 600	-5,8
Santé	87	136	56,3	1 259	1 340	6,4
Développement des ressources humaines	64	94	46,9	786	912	16,0
Affaires indiennes et du Nord	380	380	0,0	3 271	3 619	10,6
Industrie et développement régional	213	205	-3,8	1 391	1 452	4,4
Autres	410	354	-13,6	2 678	3 019	12,7
Total	1 578	1 562	-1,0	11 764	12 858	9,3
Total des paiements de transfert	7 750	8 470	9,3	65 906	73 107	10,9
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	91	110	20,9	864	978	13,2
Société canadienne d'hypothèques et de logement	175	170	-2,9	1 515	1 536	1,4
Autres	285	196	-31,2	1 530	1 351	-11,7
Total	551	476	-13,6	3 909	3 865	-1,1
Défense	1 640	1 226	-25,2	9 749	10 766	10,4
Tous les autres ministères et organismes	2 827	2 646	-6,4	24 385	25 199	3,3
Total des autres charges de programmes	5 018	4 348	-13,4	38 043	39 830	4,7
Total des charges de programmes	12 768	12 818	0,4	103 949	112 937	8,6
Frais de la dette publique	2 639	2 522	-4,4	25 858	25 310	-2,1
Total des charges budgétaires	15 407	15 340	-0,4	129 807	138 247	6,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Décembre		Avril à décembre	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	230	996	10 541	7 316
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-169	-343	-1 003	-1 514
Autres activités d'investissement	50	-45	-1 383	-2 776
Comptes de pension et autres comptes	691	239	-1 408	-308
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-1 894	-1 166	-6 626	-7 271
Opérations de change	-86	1 769	3 959	2 313
Amortissement des immobilisations corporelles	510	276	2 328	2 309
Total des autres activités	-1 470	879	-339	-2 649
Total des opérations non budgétaires	-898	730	-4 133	-7 247
Ressources ou besoins financiers nets	-668	1 726	6 408	69

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Décembre		Avril à décembre	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	-668	1 726	6 408	69
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-7 989	-6 582	-15 911	-7 992
Bons du Trésor	-3 200	2 400	3 650	-100
Obligations d'épargne du Canada	-165	-423	-1 868	-1 368
Autres	0	-8	-27	-205
Total	-11 354	-4 613	-14 156	-9 665
Emprunts en devises	-285	368	-5 542	-3 131
Total	-11 639	-4 245	-19 698	-12 796
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	77	3	68	66
Variation nette dans les activités de financement	-11 562	-4 242	-19 630	-12 730
Variation dans l'encaisse	-12 230	-2 516	-13 222	-12 661

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2005	31 décembre 2005	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	90 473	80 245	-10 228
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	266 570	258 578	-7 992
Bons du Trésor	127 199	127 099	-100
Obligations d'épargne du Canada	19 080	17 712	-1 368
Autres	3 393	3 188	-205
Total partiel	416 242	406 577	-9 665
Payable en devises	16 286	13 155	-3 131
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 932	2 998	66
Total de la dette non échue	435 460	422 730	-12 730
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 579	131 268	1 689
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	41 549	42 719	1 170
Autres comptes de pension et autres comptes	8 680	5 513	-3 167
Total des comptes de pension et autres comptes	179 808	179 500	-308
Total de la dette portant intérêt	615 268	602 230	-13 038
Total du passif	705 741	682 475	-23 266
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	76 281	60 663	-15 618
Comptes d'opérations de change	40 871	38 558	-2 313
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	33 860	36 636	2 776
Total des actifs financiers	151 012	135 857	-15 155
Dette nette	554 729	546 618	-8 111
Actifs non financiers	54 866	54 071	-795
Dette fédérale (déficit accumulé)	499 863	492 547	-7 316

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Février 2006